# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU **19 décembre 2013 à 18 h 00**

**----------**

AUJOURD'HUI **dix neuf décembre deux mille treize**

**LE CONSEIL MUNICIPAL** de la Ville de Clermont-Ferrand, convoqué par Monsieur le Maire le 13 décembre 2013, s'est réuni dans la salle ordinaire des séances.

Après avoir ouvert la séance, Monsieur le Maire procède à l'appel.

Etaient présents Mmes et MM. les Membres du Conseil dont les noms suivent :

**Serge GODARD, Maire, présidant la séance**

| | |
|---|---|
| **Présent(e)s :** | **Serge GODARD, Alain MARTINET, Dominique ADENOT, Françoise NOUHEN, Alain BARDOT, Christine DULAC-ROUGERIE, Bernard DANTAL, Monique BONNET, Jacqueline CHAPON, Olivier BIANCHI, Odile VIGNAL, Philippe BOHELAY, Simon POURRET, Pascal GENET, Patricia AUCOUTURIER, Cécile AUDET, Danielle AUROI, Nicole BARBIN, Sandrine BERGEROT-RAYNAL, Grégory BERNARD, Christophe BERTUCAT, Pascaline BIDOUNG, Jean-Pierre BRENAS, Fatima CHENNOUF-TERRASSE, Cyril CINEUX, Sandrine CLAVIERES, Carole COURTIAL, Anne COURTILLÉ, Jean-Michel DUCLOS, Michel FANGET, Roger GIRARD, Jérôme GODARD, Philippe GORCE, Danièle GUILLAUME, Christiane JALICON, Claudine KHATCHADOURIAN-TECER, Alain LAFFONT, Jacques LANOIR, Isabelle LAVEST, Chantal MERCIER-COURTY, Didier MULLER, Christine PERRET, Martine REMBERT-MANTELET, Yves REVERSEAU, Marie SAVRE, Bruno SLAMA, Jean-Philippe VALENTIN, Louis VIRGOULAY** |
| **Excusé(e)s ayant donné pouvoir :** | **Manuela FERREIRA DE SOUSA à Christine DULAC-ROUGERIE, Guy BALLET à Anne COURTILLÉ, Corinne NAJIM à Patricia AUCOUTURIER, Odile SAUGUES à Alain MARTINET** |
| **Excusé(e)s :** | **/** |
| **Absent(e)s** : | **Djamel IBRAHIM-OUALI, Havva ISIK, Eric SEVRE** |
| **Secrétaire** : | **Sandrine CLAVIERES** |

***Mesdames Françoise NOUHEN, Cécile AUDET et Carole COURTIAL arrivent avant le vote de la question n° 1.***
***Mesdames Nicole BARBIN et Marie SAVRE quittent la séance après le vote de la question n° 3.***
***Monsieur Louis VIRGOULAY quitte la séance après le vote de la question n° 3 et donne pouvoir à Madame Monique BONNET.***
***Interruption de la séance de 21 h 25 à 21 h 40 pendant le débat sur la question n° 4.***
***Madame Danièle GUILLAUME quitte la séance avant le vote de la question n° 5 et donne pouvoir à Madame Françoise NOUHEN.***
***Madame Danielle AUROI quitte la séance avant le vote de la question n° 6 et donne pouvoir à Madame Odile VIGNAL.***
***Monsieur le Maire confie la conduite des débats à Monsieur Alain MARTINET à partir de la question n° 8.***

---

**Rapport N° 13**

# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2012 DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ELECTRICITÉ ET DE GAZ DU PUY-DE-DÔME

---

***Le Conseil Municipal prend acte de cette communication.***

En application de l'article L5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, au Maire de chaque commune membre, un rapport retraçant l'activité de cet établissement.

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal, en séance publique, au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus.

Le rapport d'activité du Syndicat Intercommunal d'Électricité et de Gaz (SIEG) pour l'année 2012 vous a précédemment été remis en version dématérialisée, sur CD-Rom, afin de vous permettre, en accord avec votre commission, de mieux appréhender l'action menée par ce syndicat.

## DELIBERATION

Le Conseil Municipal prend acte de cette communication.

Pour ampliation certifiée conforme.

Fait à Clermont-Ferrand, le 27 décembre 2013

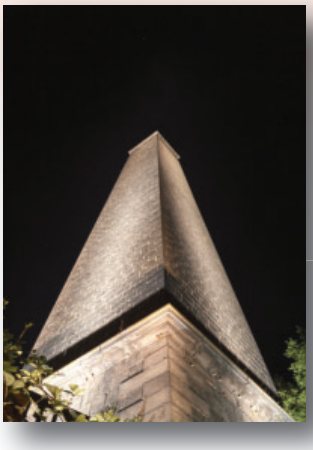
Le Maire,

Serge GODARD

Syndicat Intercommunal d'Electricité et de Gaz
du Puy-de-Dôme

# RAPPORT D'ACTIVITE

# 2012






***Il est un agent puissant, obéissant, rapide, facile, qui se plie à tous les usages et qui règne en maître à bord.***
***Il m'éclaire, il me chauffe, il est l'âme de mes appareils mécaniques.***
***Cet agent, c'est l'électricité.***

*Jules Verne,*
*Vingt mille lieues sous les mers,*
*Paris, J. Hetzel et Cie, 1870*



# EDITO du Président

L'année 2012 a été marquée par le renouvellement d'un certain nombre de conventions ou de contrats qui venaient à échéance, par quelques nouveautés qui ont fait jour en cours d'année et par des incertitudes au plan juridique apparues essentiellement dans le dernier trimestre.

Les nouveautés en 2012 sont pour la plupart liées à l'énergie, son coût et l'impérieuse nécessité d'en assurer la maîtrise, voire de réaliser des économies, tant pour des raisons financières que pour des raisons environnementales, diminution des gaz à effet de serre notamment.

Dans un contexte particulièrement ardu, j'attends des décideurs qu'ils définissent une politique tarifaire claire et équitable, avec des mécanismes de solidarité à destination des personnes en situation de précarité, et des tarifs d'achat qui permettent une juste rémunération des producteurs, des fournisseurs et des installateurs sans pour autant engendrer une bulle spéculative.

Je souhaite que le dialogue entamé avec ERDF se poursuive, se renforce et s'intensifie : nous ne sommes pas en position de concurrents mais de partenaires au service des collectivités et des consommateurs.

Je m'interroge sur l'avenir …
Que donnera le débat sur la transition énergétique ? Quel sera le poids des énergies renouvelables dans le futur bouquet énergétique ? Quelles en seront les conséquences sur le coût de l'énergie électrique ? Comment concilier efficacité énergétique, énergies renouvelables, diminution de l'empreinte carbone, juste consommation au juste coût et au juste prix ?

Le S.I.E.G. doit rester fidèle à ses compétences de base, électrification rurale et éclairage public, et doit être ouvert aux évolutions qui se profilent : réseaux intelligents, bornes de recharge des véhicules électriques, énergies renouvelable, économie d'énergie, ...

*Bernard VEISSIERE*
*Président du S.I.E.G. du Puy-de-Dôme*

## *UN PEU D'HISTOIRE...*

Propriétaire du réseau public d'électricité basse et moyenne tension, le S.I.E.G représente les collectivités du Puy-de-Dôme et exerce le contrôle de le distribution d'électricité dans tout le département. Il intervient en électrification sur les communes rurales et réalise les aménagements esthétiques sur certaines communes urbaines. Il effectue également des travaux neufs et d'entretien sur les réseaux d'éclairage public et sur d'autres réseaux privés des collectivités locales.

L'électrification « en surface » des campagnes du Puy-de- Dôme s'est réalisée pour sa plus grande partie entre les années 1923 et 1931. A cette époque, elle était l'œuvre de 146 communes et de 32 syndicats intercommunaux d'électrification qui s'étaient constitués à cet effet. Sous le régime de la concession, 200 contrats de délégation du service public avaient été signés avec des sociétés spécialisées dans la distribution de l'électricité (Compagnie Hydroélectrique d'Auvergne, l'Energie Industrielle…).

Par la suite, l'augmentation des consommations et la nécessité d'interconnecter les réseaux ont amené les sociétés distributrices à se regrouper dans de grandes compagnies nationales, ce qui a abouti à la nationalisation de l'électricité et du gaz (loi du 8 avril 1946).

Face à ces nouvelles responsabilités, les collectivités locales ont décidé de se regrouper. C'est ainsi qu'est né le Syndicat Intercommunal d'Electricité et de Gaz du Puy-de- Dôme, institué par l'arrêté du 14 mars 1947. Il regroupait alors les 32 syndicats mis en place depuis 1923, appelés désormais « primaires » et 120 communes « isolées ». Puis les arrêtés préfectoraux des 17 juin 1947, 21 juin 1949 et 10 mars 1953 ont officialisé l'adhésion de toutes les autres communes « isolées » au SIEG. Enfin, la révision des statuts en 2007 a entraîné la dissolution des 32 syndicats ; les communes qui en étaient issues ont directement adhéré au SIEG et se sont regroupées en 28 secteurs intercommunaux.



# SOMMAIRE


4 - 5 **LE S.I.E.G.**
Structure
Organisation

6 - 15 **LA CONCESSION**
Patrimoine
Usagers
Qualité
Contrôle

16 - 26 **LES FAITS MARQUANTS**
Le FACE
Actualité Tarifaire de l'Energie
Conventions
Efficacité énergétique
Evènements
...

27 - 33 **LES TRAVAUX**
Electrification Rurale
Eclairage Public
FACE : dotation 2012
Programmes
Budget

34 - 36 **LES FINANCES**
Le service
Le bilan :
- Recettes
- Dépenses

37 - 40 **ACTES ADMINISTRATIFS/ AGENDA**
Actes Administratifs
Agenda



LE S.I.E.G.

# Structure

## LE BUREAU DU S.I.E.G.

**Bernard VEISSIERE**
**Président**
Conseiller Général
du canton d'Ardes-sur-Couze

Jacky BOUKHALFA
**Vice-Président**
Secteur Saint-Eloy-Les-Mines

André FLOT
**Vice-Président**
Secteur Vallée Moyenne de la Dore

Romeo FRANCESCHI
**Vice-Président**
Secteur Riom Nord / Mons Randan

Louis VIRGOULAY
**Vice-Président**
Commune de Clermont-Ferrand

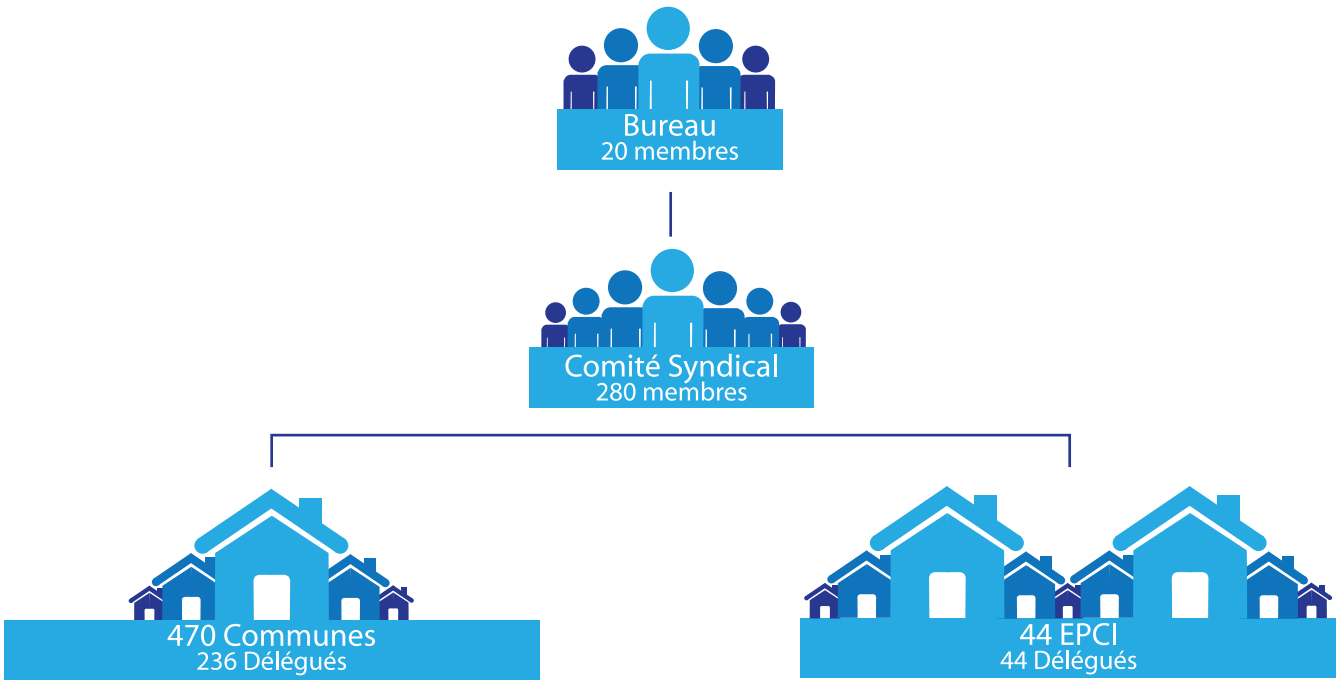
Alain CATHERINE
**Secrétaire**
Commune de Cournon-d'Auvergne

Marcel DEBAYLE
**Secrétaire**
Secteur Saint-Dier-d'Auvergne

**Les autres membres du bureau**

Marcel BARGEON - Tony BERNARD - Pierre CASSAN - Jean FERRY - Jean-Claude GRANGE - Christian GUILLAUME - Alain HAUTIER - Joël MALLET - Roger MAREUGE - Bertrand MARTIN - Alain NIGON - Annie TALLARD - Danièle VIDAL

## LE COMITÉ SYNDICAL



# LE S.I.E.G.

# Organisation

## S.I.E.G.

**PRESIDENT**
Bernard VEISSIERE

**ADMINISTRATIF / SECRETARIAT**
Catherine LAFFONT

**ADMINISTRATIF / INFOGRAPHIE**
Alexandre BABIN

**COMPTABILITE / FINANCES**
Chantal LECUYER
Stéphanie PETELET

### *40 ans au service du S.I.E.G. !*

Le Président, Bernard VEISSIERE, et tous les membres du SIEG et de SEMELEC ont été particulièrement émus de voir partir **Monique BREITENSTEIN** après 40 ans au service du Syndicat et des élus.
C'est en avril que Madame BREIT a pris le chemin de la retraite. Et si pour nous il s'agit d'un départ, pour elle c'est plutôt une arrivée vers une autre vie que nous lui souhaitons la plus heureuse possible. Nous la remercions tous du fond du coeur de sa présence passée, de son sourire, sa bonne humeur et surtout de ses compétences et savoir-faire professionnels.

## SEMELEC

**DIRECTEUR GENERAL DELEGUE**
Claude BENISTRAND

**ADMINISTRATIF**

**Comptabilité Travaux**
Sophie GRABAN

**Secrétariat général**
Valérie COHADE
Muguette TOURDOT

**Accueil, Standard**
Sonia RAUCH

**Chef de Projet Informatique**
Sylvain LEYRE

**Techniciens Informatique**
Eric DUTHEIL
Anthony RIBEIRO

**ELECTRIFICATION RURALE**
ETUDES, PREPIQUETAGE, SUIVI DES TRAVAUX, RENFORCEMENT, CREATION, AMENAGEMENTS ESTHETIQUES, COORDINATION VRD

**Responsable de service**
Christophe JARLETON

**Chargés d'affaires**
Michel LECUYER

Jean-Luc GRAND
Alimentation Lotissements et Zones d'Activité

Olivier CHASSANY
Soldes Petits Travaux

Sébastien VOLAT

**ECLAIRAGE PUBLIC, PETITS TRAVAUX**
ETUDES, VISITES, CONSEILS AUX COMMUNES
SUIVI DES TRAVAUX, RECEPTION
S.I.G. (Système d'Information Géographique)
C.E.E. (Certificats d'Economie d'Energie)

**Responsable de service**
Sébastien PICOT

**Chargés d'affaires**
Bader GATI
Ibrahim KARABULUT

**Technicien**
Julien BLEUSET

**Secrétariat**
Christine BOUSSARD

**Contrat d'Apprentissage - Diag EP**
Florent CHALVIGNAC

### *Ils ont rejoint l'équipe de SEMELEC 63*

**Sébastien VOLAT**, arrivé le 1er mars 2012, intègre l'équipe des chargés d'affaires du Service Electrification Rurale
**Florent CHALVIGNAC**, en contrat d'apprentissage, travaille dès le mois d'octobre sur le dossier DIAGNOSTIC EP des communes.
**Bader GATI** intègre l'équipe du Service Eclairage Public en qualité de chargé d'affaires le 19 novembre 2012.



# LA CONCESSION

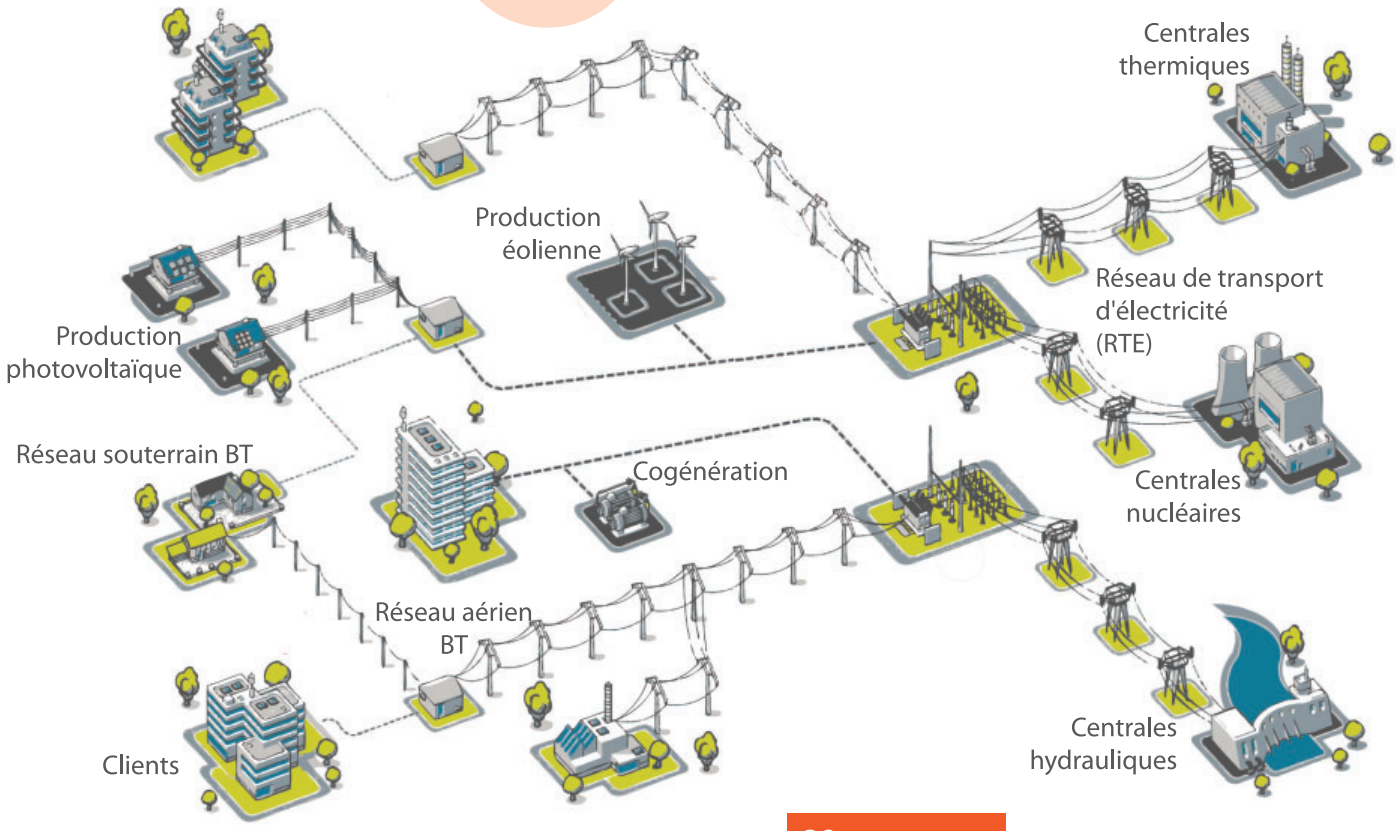
## Patrimoine

## CONCESSION DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITÉ

**8 800 km**
réseau moyenne tension HTA

**3 967**
installations de production

**409 337**
usagers




**29**
postes-source

**9 841**
postes de transformation

**9 489 km**
réseau basse tension

# Réseau du S.I.E.G.

**18 290 km de réseau public de distribution d'électricité dont 41 % en souterrain**

**8 800 km** de lignes HTA

**9 490 km** de lignes BT

**9 841** postes de transformation

## *LE RÉSEAU LINÉAIRE*

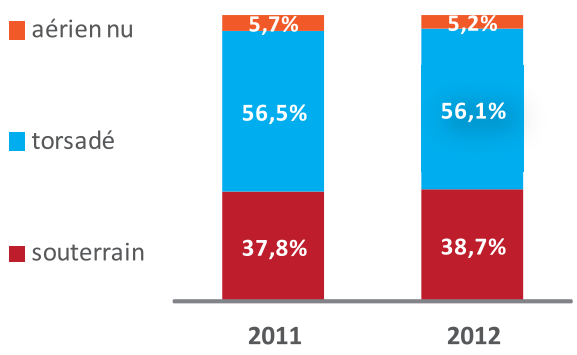
### RÉSEAU BASSE TENSION BT

| *en km* | 2011 | **2012** | variation | |
|---|---|---|---|---|
| Réseau souterrain | 3 568 | **3 674** | 106 | 3,0% |
| Réseau total aérien | 5 862 | 5 816 | -46 | -0,8% |
| *Réseau torsadé* | *5 324* | ***5 325*** | *1* | *0,0%* |
| *Réseau aérien nu* | *538* | ***491*** | *-47* | *-8,7%* |
| *dont fils nus de faibles sections* | *233* | ***204*** | *-29* | *-12,4%* |
| **TOTAL RESEAU BT** | 9 430 | **9 490** | 60 | 0,6% |
| **Taux d'enfouissement BT** | 37,8% | **38,7%** | | |

### RÉSEAU MOYENNE TENSION HTA

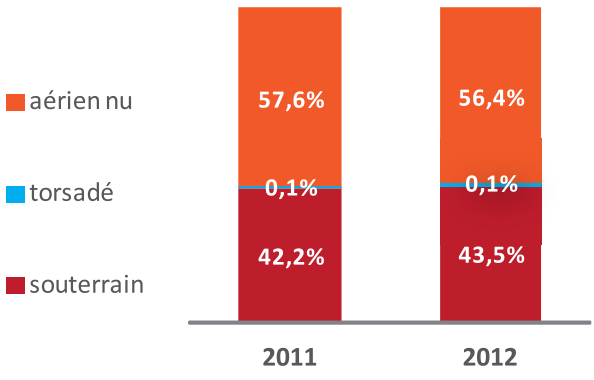
| *en km* | 2011 | **2012** | variation | |
|---|---|---|---|---|
| Réseau souterrain | 3 691 | **3 827** | 136 | 3,7% |
| Réseau total aérien | 5 049 | **4 973** | -75 | -1,5% |
| *Réseau torsadé* | *13* | ***13*** | *0* | *0,0%* |
| *Réseau aérien nu* | *5 036* | ***4 960*** | *-75* | *-1,5%* |
| **TOTAL RESEAU HTA** | 8 740 | **8 800** | 61 | 0,7% |
| **Taux d'enfouissement HTA** | 42,2% | **43,5%** | | |

### Répartition du réseau BT sur le territoire de la concession




*38,7 % en souterrain*

### Répartition du réseau HTA sur le territoire de la concession




*43,5 % en souterrain*

## LES POSTES DE TRANSFORMATION

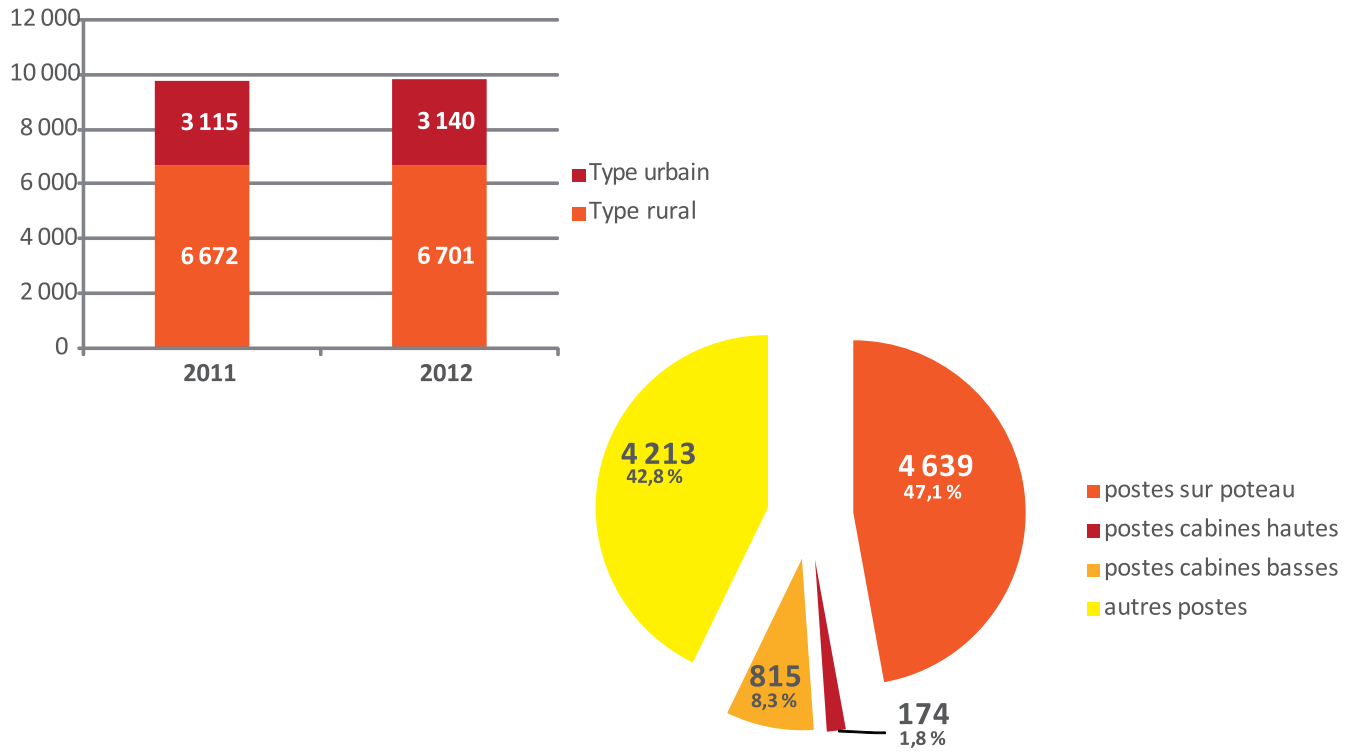
### 9 841 postes de transformation

**POSTES HTA / BT**
***Postes de Distribution Publique (DP)***

| Répartition | 2011 | **2012** | variation | |
|---|---|---|---|---|
| Type rural | 6 672 | **6 701** | 29 | 0,4% |
| Type urbain | 3 115 | **3 140** | 25 | 0,8% |
| *dont :* | | | | |
| *postes sur poteau* | *4 691* | ***4 639*** | -52 | -1,1% |
| *postes cabines hautes* | *201* | ***174*** | -27 | -13,4% |
| *postes cabines basses* | *820* | ***815*** | -5 | -0,6% |
| *autres postes* | *4 075* | ***4 213*** | 138 | 3,4% |
| **Total postes** | 9 787 | **9 841** | 54 | 0,6% |

Le nombre de postes haut de poteau "H61" diminue au profit de postes de dernière génération.
Les postes "cabine haute" ou postes tours sont progressivement remplacés.

**Postes HTA / BT**



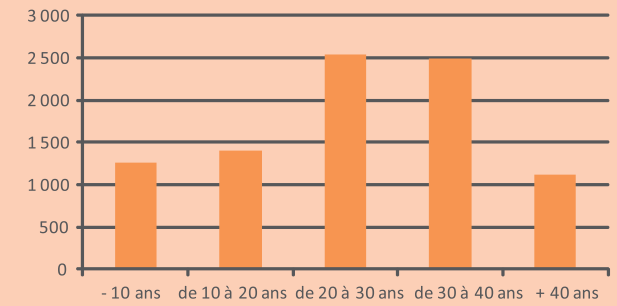
## L'ÂGE DES RÉSEAUX

### OUVRAGES PAR TRANCHES D'ÂGE

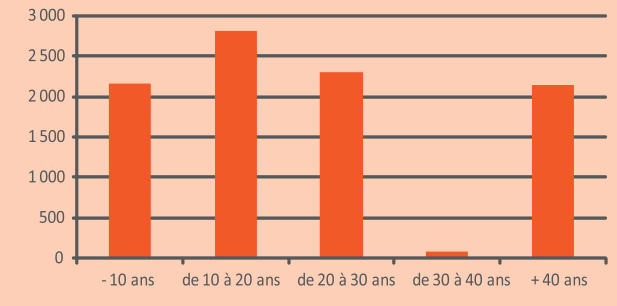
| | RESEAU HTA (km) | | RESEAU BT (km) | | POSTES HTA / BT | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| - 10 ans | 1 265 | 14,4% | 2 163 | 22,8% | 1 436 | 14,6% |
| de 10 à 20 ans | 1 397 | 15,9% | 2 809 | 29,6% | 1 750 | 17,8% |
| de 20 à 30 ans | 2 541 | 28,9% | 2 304 | 24,3% | 2 871 | 29,2% |
| de 30 à 40 ans | 2 488 | 28,3% | 78 | 0,8% | 2 359 | 24,0% |
| + 40 ans | 1 110 | 12,6% | 2 136 | 22,5% | 1 425 | 14,5% |
| TOTAL | 8 801 | | 9 490 | | 9 841 | |

La qualité de distribution d'électricité est principalement fonction de l'état du réseau.
Le vieillissement du réseau n'est pas sans conséquence sur la qualité de fourniture et sur la résistance aux agressions climatiques

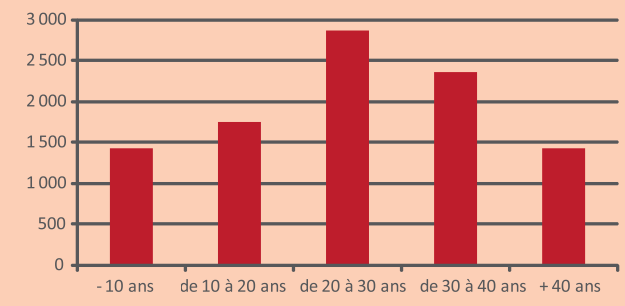
**Réseau HTA**




**Réseau BT**




**Postes HTA / BT**

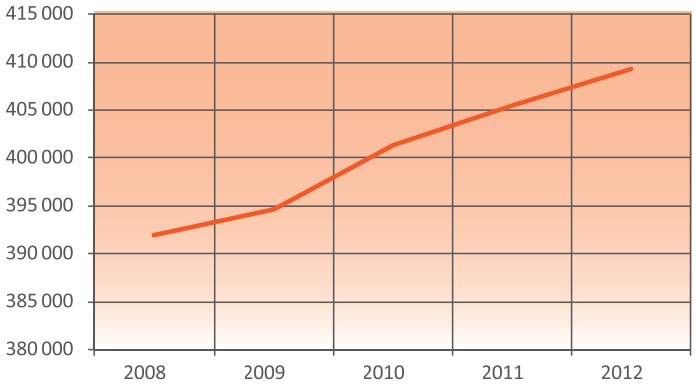


## LES CONSOMMATEURS

## (SOUTIRAGE)

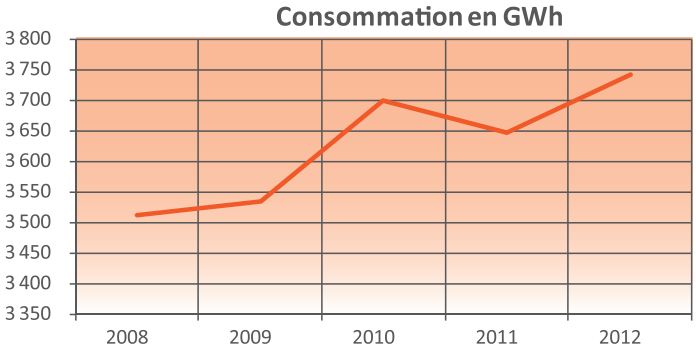
### NOMBRE D'USAGERS

| | 2011 | 2012 | variation | |
|---|---|---|---|---|
| HTA | 1 079 | 1 067 | -12 | -1,1% |
| BT | 404 347 | 408 270 | 3 923 | 1,0% |
| puissance souscrite ≤ 36 kVA | 400 865 | 404 697 | 3 832 | 1,0% |
| puissance souscrite > 36 kVA | 3 482 | 3 573 | 91 | 2,6% |
| Total concession | 405 426 | 409 337 | 3 911 | 1,0% |




### ENERGIE ACHEMINÉE

| en GWh | 2011 | 2012 | variation | |
|---|---|---|---|---|
| HTA | 1 189 | 1 197 | 8 | 0,7% |
| BT | 2 458 | 2 544 | 86 | 3,5% |
| puissance souscrite ≤ 36 kVA | 2 045 | 2 113 | 68 | 3,3% |
| puissance souscrite > 36 kVA | 413 | 431 | 18 | 4,4% |
| Total concession | 3 647 | 3 741 | 94 | 2,6% |

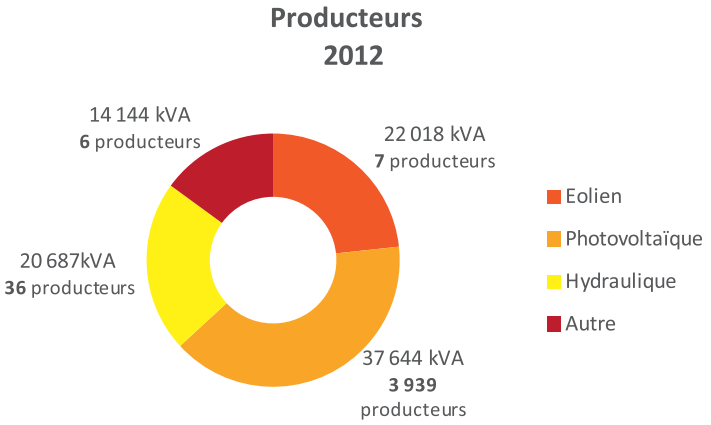


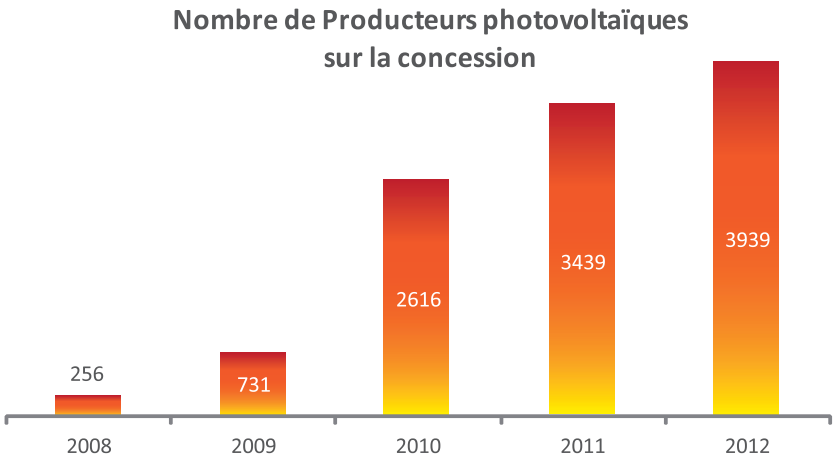
## LES PRODUCTEURS

### (INJECTION)

| Nombre d'Installations de Production | 2011 | 2012 | variation | |
|---|---|---|---|---|
| Photovoltaïque | 3 439 | **3 939** | 500 | 15% |
| Eolienne | 7 | **7** | 0 | 0% |
| Hydraulique | 34 | **36** | 2 | 6% |
| Autres (biomasse, biogaz, …) | 6 | **6** | 0 | 0% |
| **TOTAL** | 3 486 | **3 988** | 502 | 14% |

| Puissance délivrée en kVA | 2011 | 2012 | variation | |
|---|---|---|---|---|
| Photovoltaïque | 23 225 | **37 644** | 14 419 | 62% |
| Eolienne | 22 019 | **22 018** | -1 | 0% |
| Hydraulique | 19 184 | **20 687** | 1 503 | 8% |
| Autres (biomasse, biogaz, …) | 15 506 | **14 144** | -1 362 | -9% |
| **TOTAL** | 79 934 | **94 493** | 14 559 | 18% |



## LES TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE

| | 2011 | 2012 | variation | |
|---|---|---|---|---|
| Tarif Bleu<br>puissance ≤ 36 Kva<br>*résidentiels, petits consommateurs* | 372 763 | **372 445** | -318 | -0,1% |
| Tarif Jaune<br>36 kVA < puissance < 250 kVA | 3 086 | **3 201** | 115 | 3,7% |
| Tarif Vert<br>puissance > 250 kVA | *1 220* | ***1 209*** | -11 | -0,9% |
| **Total** | **377 069** | **376 855** | **-214** | **-0,1%** |

Conformément à la loi NOME sur les tarifs réglementés de vente, le tarif bleu est pérennisé et les tarifs jaune et vert sont maintenus jusqu'au 31/12/2015

Aujourd'hui, les usagers ont le choix :

Rester aux tarifs réglementés de vente fixés par les pouvoirs publics

Exercer leur égibilité en souscrivant un contrat à prix de marché avec le fournisseur d'électricité de leur choix

## LE TPN
## Tarif Première Nécessité

| | 2011 | 2012 | variation | |
|---|---|---|---|---|
| Nombre d'usagers | 5 802 | 9 518 | 3 716 | 64,0% |

Le nombre de ménages bénéficiant du TPN a fortement augmenté en 2012.
Le décret fixant l'automatisation du Tarif de Première Nécessité paru le 8 mars 2012 au Journal Officiel a permis d'augmenter de manière significative le nombre de bénéficiaires du TPN. Ainsi le tarif social de l'électricité sera attribué automatiquement par EDF à ses clients éligibles dans un délai de 15 jours suivant l'envoi d'un courrier d'information et sauf opposition de leur part.
Les réductions s'appliquent sur l'abonnement et les 100 premiers kWh consommés par mois. Le tarif social permet ainsi une économie moyenne sur la facture d'électricité de 90 € par an soit environ 20 %.

## LE MARCHÉ

| Nombre d'usagers | 2011 | | 2012 | | variation | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| tarifs réglementés | 377 069 | 93,01% | **376 855** | 92,06% | -214 | -0,1% |
| *dont TPN* | *5 802* | *1,43%* | ***9 518*** | *2,33%* | *3 716* | *64,0%* |
| tarifs en offre de marché | 28 357 | 6,99% | **32 482** | 7,94% | 4 125 | 14,5% |
| Total concession | 405 426 | 100% | **409 337** | 100% | 3 911 | 1,0% |

# Qualité

**En matière d'électricité, 2 critères essentiels sont à retenir :
la continuité du service et la qualité de l'onde de tension**

## *LA TENSION*

***La qualité de l'onde de tension s'apprécie par la fréquence et par le niveau de tension qui doit rester dans la norme.***

La fréquence est contrôlée par le concessionnaire, en particulier pour le raccordement des nouveaux producteurs. Le nombre d'usagers mal alimentés au regard du critère "niveau de tension" est de l'ordre de quelques pour cents et diminue petit à petit grâce aux efforts conjugués du S.I.E.G. et d'ERDF.

### TENUE DE LA TENSION

| Nombre d'usagers | 2011 | **2012** | variation | |
|---|---|---|---|---|
| **RESEAU BT** | | | | |
| Total | 404 347 | **408 270** | 3 923 | 1,0% |
| au-delà des seuils (*) | 1 972 | **1 570** | -402 | -20,4% |
| % | 0,49% | **0,38%** | | |
| **RESEAU HTA** | | | | |
| Total | 1 079 | **1 067** | -12 | -1,1% |
| au-delà des seuils (*) | 0 | **0** | 0 | 0,0% |
| % | 0,00% | **0,00%** | | |
| **TOTAL RESEAU** | | | | |
| Total | 405 426 | **409 337** | 3 911 | 1,0% |
| au-delà des seuils | 1 972 | **1 570** | -402 | -20,4% |
| % | 0,5% | **0,4%** | | |

(*) réseau BT : 207 V < tension admissible < 253 V
réseau HTA : 18 000 V < tension admissible < 22 000 V

Le seuil de qualité fixé à 3 % est respecté.

La qualité de la tenue de la tension est suffisante.

### CONTINUITE DE FOURNITURE

| Nombre d'usagers | 2011 | **2012** | variation | |
|---|---|---|---|---|
| **RESEAU BT** | | | | |
| Total | 404 347 | **408 270** | 3 923 | 1,0% |
| au-delà des seuils (*) | 7 484 | **25 046** | 17 562 | 234,7% |
| % | 1,85% | **6,13%** | | |
| **RESEAU HTA** | | | | |
| Total | 1 079 | **1 067** | -12 | -1,1% |
| au-delà des seuils (*) | 11 | **42** | 31 | 281,8% |
| % | 1,02% | **3,94%** | | |
| **TOTAL RESEAU** | | | | |
| Total | 405 426 | **409 337** | 3 911 | 1,0% |
| au-delà des seuils | 7 495 | **25 088** | 17 593 | 234,7% |
| % | 1,85% | **6,13%** | | |

Le seuil de qualité fixé à 5 % n'est pas respecté.

La qualité de la continuité de fourniture est insuffisante.

Un plan spécifique d'amélioration de la qualité va être mis en place par le concessionnaire ERDF.

**(*)** Le décret du 24/12/2007, modifié par arrêté du 18/02/2010, précise que :
***"coupure longue" :*** interruption de l'alimentation électrique est supérieure à 3 mn
***"coupure brève" :*** interruption de l'alimentation électrique entre 1 seconde et 3 mn

Dans le Puy-de-Dôme, il n'y a pas de différenciation géographique au sens du décret de 2007. En conséquence sera réputé mal alimenté tout utilisateur subissant par année plus de 6 coupures longues ou plus de 35 coupures brèves, ou encore tout utilisateur pour lequel la durée annuelle cumulée des coupures longues est supérieure à 13 heures.

## COUPURE

***La continuité se mesure par le temps moyen de coupure par usager :***

La qualité de desserte, tant en continuité (interruptions de fourniture) qu'en tenue de tension (écarts de tension) est liée à la structure du réseau de distribution et aux conditions météorologiques :

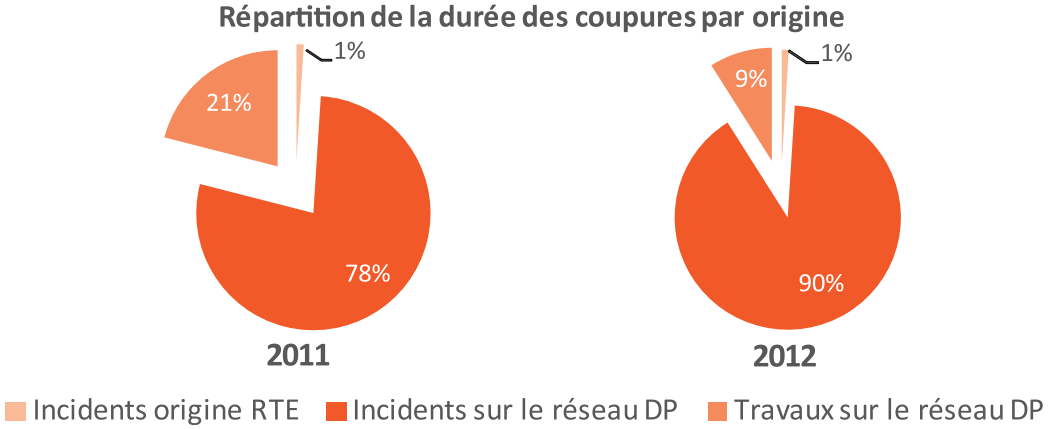
- le réseau HTA a un impact fort sur la durée moyenne de coupure en raison du nombre de clients qu'il dessert, de sa sensibilité aux aléas climatiques et de la typologie des « départs » (longueur et structure, accessoires …),
- le réseau BT présente une proportion de fils nus de faible section de 2,5 % (232 km) et nécessite de poursuivre les travaux de résorption.

Si la qualité de la distribution s'est améliorée avec un temps de coupure moyen de 74 minutes par client sur l'année 2011, les indicateurs 2012, après le coup de vent des 28 et 29 avril , sont moins bons et témoignent une fois encore de la sensibilité du réseau aux aléas climatiques.

Les résultats de l'année 2012 ont été fortement affectés par la tempête Queenie des 28 et 29 avril 2012, responsable à elle seule de 106 mn de temps moyen de coupure.
Si l'on excepte Queenie, tout en conservant les 3 autres épisodes climatiques significatifs de 2012, le temps de coupure moyen s'élève à 55 mn, en amélioration sur les années

### Durée moyenne totale annuelle de coupure par usager BT

| Durée des coupures par origine (heure et minutes) | 2011 | 2012 | variation 2012/2011 | |
|---|---|---|---|---|
| Incidents origine RTE | 0h01 | 0h02 | 0h01 | -- |
| Incidents sur le réseau DP | 0h58 | 2h25 | 1h27 | 150,0% |
| Travaux sur le réseau DP | 0h15 | 0h14 | -0h01 | -6,7% |
| Total toutes causes confondues | 1h14 | 2h41 | 1h27 | 117,6% |




| Coupures liées à des incidents | 2011 | 2012 |
|---|---|---|
| **Nombre d'incidents HTA pour 100 km de réseau** | 5 | 5 |
| **Nombre d'incidents BT pour 100 km de réseau** | 3 | 5 |
| **Nombre de coupures sur incident réseau** | 1 343 | 1 517 |
| longues : plus de 3 minutes | 783 | 914 |
| brèves : 1 seconde à 3 minutes | 560 | 603 |

| Coupures pour travaux | 2011 | 2012 |
|---|---|---|
| **Nombre total de coupures** | 987 | 912 |
| réseau BT | 320 | 300 |
| réseau HTA | 667 | 612 |
| **Temps moyen en minutes** | **16** | **14** |

# LA CONCESSION
## Contrôle

Propriétaire des 18 290 km de réseau de distribution d'électricité basse et moyenne tension, le S.I.E.G. au nom des 470 communes du Puy-de-Dôme a concédé à ERDF et EDF les missions de développement et d'exploitation de ce réseau et de fourniture d'électricité aux tarifs réglementés.

Qui dit pouvoir de concéder, dit obligation de contrôler l'exécution de ce contrat de concession.
Le S.I.E.G. exerce un contrôle annuel et quotidien, tout au long de l'année, et les demandes et réclamations des usagers qu'ils soient collectivités ou particuliers, sont traitées en relation avec le concessionnaire.

### *Contrôle annuel*

Conformément à l'Article 32 du cahier des charges de concession, le concessionnaire ERDF présente à l'autorité concédante, le S.I.E.G., un Compte-Rendu annuel d'Activité de la Concession(CRAC) dans un délai de six mois qui suit l'exercice considéré. C'est le 8 juillet 2013, dans les locaux du Syndicat, qu'ERDF et EDF ont présenté conjointement aux membres du Bureau le compte rendu d'activité de la Concession pour l'année 2012 ainsi que le Programme d'Investissements du Distributeur en vue d'améliorer la qualité de distribution de l'électricité.

### *Contrôle au quotidien*

Il consiste à étudier et à transmettre au concessionnaire les demandes des collectivités ou des particuliers qui ont des problèmes liés à leur alimentation en électricité (chutes de tension, coupures, pannes HTA...). Le SIEG examine également les dossiers de demandes d'autorisation de construire du concessionnaire, travaux réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage. Cette étude permet d'engager des travaux coordonnés entre ERDF et le Syndicat. Le SIEG analyse les demandes de déplacements d'ouvrages, qu'ils soient ou non liés à des travaux de voirie et les conditions dans lesquelles ERDF les réalise.

***Dossiers de demande d'autorisation de construire***

| | 2012 | | |
|---|---|---|---|
| **Travaux de réseaux sous maîtrise d'ouvrage ERDF** | **Article 2** | **Article 3** | **Total** |
| Création de postes, raccordements, mise en sécurité des réseaux, déplacements HTA, renouvellement fils nus ... | 191 | 11 | 202 |
| Raccordements Photovoltaïques | 15 | 0 | 15 |
| Producteurs Hydrauliques | 1 | 0 | 1 |
| Producteurs Eoliens | 0 | 2 | 2 |
| Tarif Jaune | 34 | 0 | 34 |
| Tarif Vert | 5 | 0 | 5 |
| Article 8 : Esthétique | 1 | 0 | 1 |
| **TOTAL** | **247** | **13** | **260** |

***Un tableau récapitulatif sur les ouvertures de dossiers, les réponses données par le concessionnaire est mis à jour par le service contrôle du S.I.E.G.***

| **Catégorie de Réclamations** | **Nombre Dossiers** |
|---|---|
| **Collectivités** | |
| Qualité de Fourniture | 10 |
| Sécurité | 6 |
| Ouvrages | 3 |
| Elagage | 1 |
| Information | 4 |
| **Dossiers Article 2 et 3** | |
| Maitrise d'ouvrage | 7 |
| Eclairage Public | 4 |
| Techniques | 4 |
| Administratif | 2 |
| Information | 2 |
| **TOTAL** | **43** |

*Sur les 43 courriers adressés à ERDF, 27 sont restés sans réponse.*




# LES FAITS MARQUANTS

## 1ère Conférence loi NOME

L'article 21 de la loi NOME a prévu l'organisation annuelle d'une conférence départementale placée sous l'autorité du Préfet, et réunissant l'ensemble des maîtres d'ouvrage investissant sur le réseau de distribution publique d'électricité, basse et moyenne tension.

En 2012, 49 conférences départementales se sont tenues sur le territoire national. La 1ère de ces conférences dans le Puy-de-Dôme a eu lieu le 20 décembre 2012 dans les locaux de la DREAL. ERDF et le S.I.E.G. ont présenté conjointement l'organisation et l'état actuel de la concession, chacun présentant ses investissements sur la période 2009/2011.




Le S.I.E.G a dressé le bilan financier, technique et qualitatif de ces investissements. ERDF a présenté le diagnostic qualité partagé avec le S.I.E.G. Les 2 partenaires ont alors présenté leurs prévisions de programmes 2012/2013 après avoir précisé leurs axes stratégiques respectifs d'investissement.

Les services de la DREAL établiront le compte-rendu de ces conférences départementales dont la remontée au plan national participera à la définition du futur tarif d'utilisation des réseaux, le TURPE IV.

## Appel d'Offres Travaux ER - EP

**Renouvellement des marchés à bons de commande par lots géographiques**
**Attribution à des entreprises qui réalisent les travaux en électrification rurale et en éclairage public ainsi que la maintenance de l'éclairage public.**





En 2012, les marchés de travaux en sont à leur 4ème année de programme. Un nouvel Appel d'Offres a donc été lancé en juin et le principe de regrouper dans un même appel d'offres les travaux de réseau, d'éclairage et d'entretien en EP a été maintenu.

Le cahier des charges a été revisité pour prendre en compte les évolutions techniques (matériel plus performant et moins consommateur) et l'évolution normative et juridique.

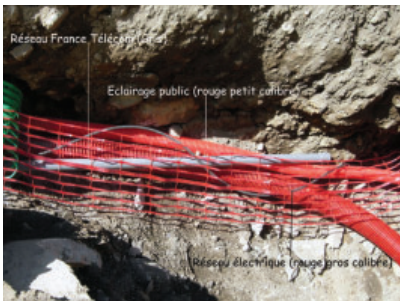
Les 16 lots ont été attribués à 9 entreprises locales et, bien que plusieurs d'entre elles soient rattachées à des grands groupes, leur personnel, formé et compétent, vit sur le territoire du Puy-de-Dôme. Le marché du Syndicat représente globalement l'équivalent de 300 emplois à temps plein.

## Convention de Mandat SIEG/SEMELEC

Fin 2012, le Syndicat a conclu une nouvelle convention d'assistance et de mandat de maîtrise d'ouvrage avec SEMELEC 63. En effet, depuis 2008, les conventions renouvelables par tacite reconduction pendant une période de 6 ans n'ont plus cours et il faut désormais établir une convention annuelle.

## Convention SIEG/France TELECOM/Conseil Général

**Coordination d'enfouissement des réseaux**




La convention tripartite continue de fonctionner sur les communes de type B et C où le Syndicat intervient en aménagement esthétique des réseaux.

Le Comité de Pilotage s'est réuni à nouveau sous la présidence de Madame Dominique GIRON, Conseillère Générale du Puy-de-Dôme, et les programmations de travaux pour 2012/2013 ont été présentées. Il a été décidé le renouvellement de la convention.

# LES FAITS MARQUANTS
# Tarifs de l'électricité

## Convention Triennale SIEG/Département

**Effacement des réseaux et des cabines hautes**
**Etudes particulières sur le périmètre du site de l'UNESCO**



Une nouvelle convention a été conclue en fin d'année après des échanges fructueux qui ont permis d'inclure dans une enveloppe financière reconduite les travaux d'enfouissement de réseaux aériens en coordination avec les travaux de voirie du département, les aménagements en traverse et dans les cœurs de bourg des communes, et la poursuite du programme de dépose des postes en cabine haute.

Le Syndicat et le Département du Puy-de-Dôme se sont entendus pour inclure dans cette convention des tranches d'enfouissement de réseau aérien dans le périmètre du territoire de la Chaîne des Puys et de la Faille de Limagne qui fait l'objet d'une demande de classement au patrimoine mondial de l'UNESCO. Les travaux préparatoires avec des paysagistes qui ont porté un regard objectif sur l'ensemble du site ont fait ressortir la bonne intégration des réseaux électriques du S.I.E.G. dans les villages les plus emblématiques de cepérimètre, reconnaissance implicite de la qualité du travail réalisé par le Syndicat dans ce domaine depuis 20 ans.

## Convention SIEG/France TELECOM

**Coordination d'extension des réseaux**



La convention avec France TELECOM relative aux extensions de réseaux qui permet de coordonner dans une même fouille la pose des câbles électriques et des gaines pour l'éclairage public et le téléphone a été reconduite pour un an.

## Grand prix 2012 des certificats blancs de la FNCCR : le SIEG Lauréat



Le 25 janvier 2012, lors des 13èmes assises nationales de l'énergie à Dunkerque, la FNCCR a récompensé les collectivités ayant obtenu le plus de certificats d'économie d'énergie (CEE) pour leurs actions de maîtrise de l'énergie.

Lauréat dans la catégorie « éclairage public », le SIEG du Puy de Dôme a récolté 28 GWh cumac pour les travaux d'éclairage public qu'il a réalisés pour le compte des 463 communes adhérentes à la compétence Éclairage Public.

Le Président du SIEG a souhaité saluer et remercier le personnel des entreprises, les fournisseurs de matériels d'éclairage public et le personnel de SEMELEC 63 pour avoir étudié ces projets, commandé, fourni, livré et installé ces matériels dans le respect des réglementations en vigueur mais aussi des souhaits économiques, énergétiques et esthétiques des collectivités et de leurs élus.

Pour fêter l'évènement, il a convié l'ensemble des acteurs ayant œuvré dans la réalisation d'opérations d'éclairage public au cours des programmes de travaux du SIEG à une réunion de présentation du premier prix des Certificats Blancs le 15 mars 2012.

Le SIEG qui fait toujours partie des acteurs non-obligés, s'est engagé dans la mise en place d'un plan d'actions en économie d'énergie. Celui-ci est en cours de validation et permettra de pérenniser le dépôt des certificats d'économie d'énergie dans le cadre de nos opérations de rénovation d'éclairage public, de signalisation tricolore et celles de pose de transformateurs à haut rendement.

# LES FAITS MARQUANTS

## Diagnostic EP



Les diagnostics en Eclairage Public, outil d'aide à la décision avant investissement, deviennent aujourd'hui incontournables. Le S.I.E.G. propose ce service aux communes qui lui ont transféré la compétence EP.
Le système d'information géographique EP a été renseigné et complété avec le concours des entreprises titulaires de la maintenance sur le marché précédent.
Une analyse des factures d'énergie est ajoutée pour vérifier l'adéquation des puissances souscrites avec le matériel en place.
Il peut ainsi proposer des axes de progrès : suppression des luminaires « boules », remplacement des ballons fluo énergivores, etc. Ce diagnostic permet d'affiner l'économie potentielle espérée d'une rénovation et/ou d'une coupure nocturne de l'éclairage et d'en préciser le coût et le temps de retour sur investissement.

Ayant adhéré à l'appel à projet lancé par le ministère au printemps 2012 et porté par la FNCCR sur un programme de diagnostic EP, le S.I.E.G. s'est engagé à analyser 10 000 foyers par an sur 3 ans. Sous la pression des demandes communales grâce à la puissance de l'outil mis en place et au recrutement de personnel supplémentaire au sein de SEMELEC, cet objectif devrait être largement atteint et même dépassé.

Ce programme a été retenu par la Direction Générale de l'Energie et du Climat (DGEC) et il sera présenté pour approbation à la prochaine réunion du Conseil Supérieur de l'Energie. Il permettra aux organismes participants d'obtenir des CEE (certificats d'économie d'énergie) en contrepartie des dépenses réalisées pour effectuer des diagnostics sur l'éclairage public, dans la proportion de 1 MWh cumac de CEE pour 15 Euros de dépenses.

## TRNEE - Table Ronde Nationale sur l'Efficacité Energétique

Suite à une table ronde nationale sur l'efficacité énergétique, l'ADEME a piloté une opération d'aide à la rénovation de l'éclairage public des communes de moins de 2000 habitants.

Le S.I.E.G. a répondu à la sollicitation de l'ADEME aux côtés des 3 autres Syndicats de la région et il a présenté plus de 20 dossiers permettant de réduire les consommations au moins d'un « facteur 2 ».
L'aide financière de l'ADEME est plafonnée à 360 € par point lumineux rénové, le nombre de points lumineux financés étant plafonné à 50 points par commune.

Après une sélection rigoureuse par les services régionaux de l'ADEME, 8 dossiers ont été retenus et le S.I.E.G. a obtenu une subvention de 117 000 € sur les 624 000 € de la dotation régionale, subvention qui sera partagée avec les 8 communes retenues.
Ces dossiers s'appuient sur des études menées dans le cadre de notre programme pluriannuel de renouvellement des lanternes énergivores et de mise aux normes des réseaux d'éclairage public.
Pour formaliser cet engagement, une convention de financement a été signée par l'ADEME et le S.I.E.G.

La médiatisation de cette opération en 2012 a soulevé beaucoup d'espoir, il est dommage que cette mesure ne soit pas reconduite en 2013.

## S3RER Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Energies Renouvelables



Le distributeur ERDF, au niveau régional, a consulté le Syndicat sur un schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables.

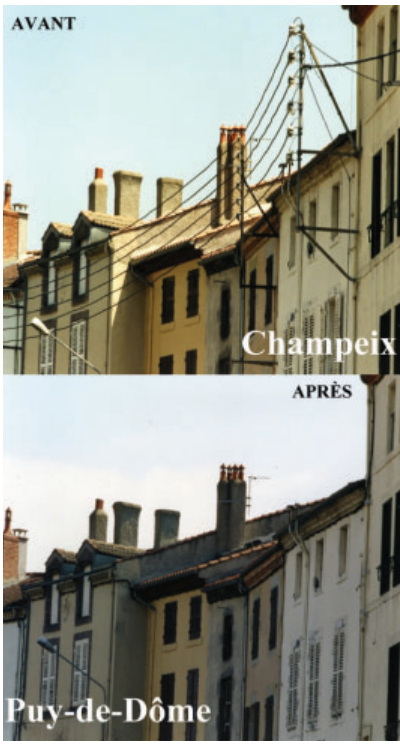
Institué par la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, ce schéma est élaboré par le gestionnaire du réseau public de transport d'électricité, en accord avec les gestionnaires des réseaux publics de distribution. Il est approuvé par le préfet de région.

Ce schéma pose le principe d'une mutualisation entre les producteurs des coûts de développement d'ouvrages spécifiques à l'accueil d'énergies renouvelables sur le réseau, mutualisation sous la forme d'une quote-part régionale proportionnelle à leur puissance installée.

# LES FAITS MARQUANTS

## FACE

**1ère application du fonctionnement Compte d'Affectation Spéciale (CAS)**
**1ère dotation issue de l'inventaire 2011**




Le Fonds d'Amortissement des Charges d'Electrification FACÉ a été créé en 1936 pour aider les communes rurales à financer l'électrification des campagnes. Ce fonds est alimenté par un prélèvement sur les recettes des distributeurs d'électricité en basse tension (c'est-à-dire ERDF + les Régies).

L'article 7 de la loi de finances rectificative du 28 décembre 2011 a transformé le FACE en un Compte d'Affectation Spéciale dédié au financement des aides aux collectivités territoriales pour l'électrification rurale, géré par un comptable public et placé sous la double tutelle du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie et du Ministère du Budget.

Le principe de contributions des distributeurs d'électricité au financement du Fonds sur la base d'un rapport de 1 à 5 entre les recettes réalisées sur les communes rurales d'une part, et les communes urbaines d'autre part, a été maintenu.

Le niveau des ressources du FACE pour l'année à venir sera maintenu.
Le mécanisme de financement des travaux a été modifié : l'aide du FACE qui était autrefois égale à 65 % du montant TTC des travaux subventionnés passe désormais à 80 % maximum du coût HT des travaux aidés.

La mise en place de cette mesure a radicalement changé le mode d'obtention des versements du FACE au programme de travaux du SIEG. En effet, conditionner les versements des aides du FACE à la fourniture d'une programmation annuelle détaillée des travaux a engendré de graves dérives dans les délais de mandatement, faisant alors supporter au SIEG des engagements de trésorerie plus conséquents que par le passé.

Le principe de demande d'acompte de 10 % du montant prévisionnel de l'aide est conservé, le versement des acomptes suivants se faisant à l'avancement des travaux.

## Conférence régionale de présentation du livre blanc de la FNCCR

**« Quel avenir pour les concessions de distribution publique d'électricité ? »**







Le S.I.E.G. du Puy-de-Dôme a eu le plaisir d'organiser l'une des 8 conférences régionales de présentation du Livre Blanc de la FNCCR.

Plus de 200 élus et représentants de syndicats d'énergie de la Région Auvergne, de la Creuse et de la Corrèze, des responsables d'entreprises se sont interrogés le 10 février 2012 à Clermont-Ferrand, sur l'avenir du mode de gestion des services publics locaux de l'électricité.

Le monopole de la distribution d'électricité tel qu'il existe en France fait un peu figure d'exception dans un paysage européen où la distribution est souvent organisée selon le découpage d'états-régions forts comme les Länders allemands par exemple.
Dans ce contexte, il est possible, sinon probable, que la commission européenne se prononce pour une mise en concurrence des concessions. A quelle maille se ferait cette mise en concurrence : locale, départementale, supra-départementale, régionale, nationale ? Que deviendrait la péréquation tarifaire dans un tel contexte ? Quelles solutions, quels outils seraient à la disposition des collectivités organisatrices de la distribution : reprise en régie, création de sociétés publiques locales ?

La FNCCR a fait un état des lieux des concessions actuelles, en France, une étude comparative avec les principaux pays européens et le bilan des avantages et inconvénients des diverses solutions envisagées.

Le sujet est loin d'être clos, une veille juridique est assurée par la Fédération. Il apparaît qu'un renforcement du dialogue entre les autorités concédantes et les concessionnaires que sont ERDF et EDF, en vue d'améliorer la qualité de la distribution et le rapport qualité/prix de la fourniture est une voie pour conforter le modèle français de concession fondé sur le service public face aux appétits des groupes financiers tentés par une éventuelle ouverture à la concurrence des concessions.

# LES FAITS MARQUANTS

## Dossier UNESCO Subvention FEDER

**Inscription de la Chaîne des Puys et de la Faille de Limagne sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO**

Dans le cadre de l'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco de la chaîne des Puys et de la faille de Limagne, en partenariat avec le Conseil Général du Puy-de-Dôme, le S.I.E.G. envisage d'enfouir les réseaux aériens de distribution publique d'électricité, d'éclairage public et de télécommunication situés dans la Chaîne des Puys et en covisibilité avec le patrimoine classé.

J' CANDIDATURE PATRIMOINE MONDIAL UNESCO



Le comité de pilotage – S.I.E.G. et Conseil Général – a retenu une quinzaine de sites où des réseaux sont à enfouir ; ces chantiers devant se dérouler sur la durée du programme de gestion envisagé soit une durée de 6 années.
Toutefois, huit de ces chantiers sont situés sur des territoires éligibles aux crédits du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER). Ils concernent cinq communes et font l'objet d'un dossier de demande de subvention.
Les crédits FEDER seront destinés à couvrir l'intégralité des travaux d'éclairage public et d'enfouissement du réseau téléphonique et pour partie les travaux d'enfouissement du réseau basse tension.

Le dossier FEDER a été déposé dans le cadre des enfouissements de réseaux aériens liés au dossier UNESCO : 8 chantiers étaient éligibles

Grâce aux conseils et à l'appui du Conseil Général, ces 8 chantiers ont tous été retenus par le SGAR. Le montant total de ces travaux (1 352 000 €) sera subventionné par le FEDER à hauteur de 46%, ils devront être réalisés en 2 tranches 2013 et 2014.

## Le décret DT-DICT

La nouvelle réglementation DT-DICT, en application du décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution est entrée en vigueur le 1er Juillet 2012.
En particulier, la mise en service du Guichet Unique national.




Celui-ci est destiné à collecter les coordonnées des exploitants de tous réseaux implantés en France et leurs cartographies, afin de permettre aux maîtres d'ouvrage et entreprises prévoyant des travaux d'avoir accès gratuitement à la liste des exploitants des réseaux concernés.

**Calendrier :**

**31 mars 2012**
les exploitants doivent avoir déclaré auprès du guichet unique le linéaire de réseau arrêté au 31 décembre 2011, élément nécessaire au calcul de la redevance à verser à compter de 2012, au cours du 1er trimestre de chaque année

**1er avril 2012**
ouverture du guichet unique

**1er juillet 2012**
exemplaires CERFA DR/DICT (demande de renseignement / déclaration d'intention de commencement de travaux) définitivement remplacés par les formulaires DT/DICT (déclaration de projet de travaux/déclaration d'intention de commencement de travaux).

# LES FAITS MARQUANTS

## SRCAE Auvergne - Schéma Régional Climat Air Energie

L'État et la Région Auvergne ont élaboré conjointement le Schéma Régional Climat Air Energie conformément à la Loi n°2010-788 portant engagement national pour l'environnement, dite Loi Grenelle II. Il définit les objectifs en matière de consommation d'énergie et de production d'énergie renouvelable à l'horizon 2020.

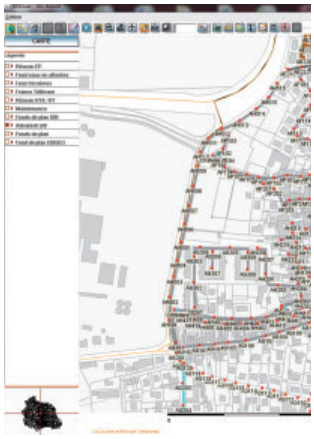
Ce schéma vise à donner un cadre d'actions à la mobilisation des différents acteurs concernés afin que l'Auvergne apporte sa contribution aux réponses globales à apporter. Les plans climat énergie territoriaux dont la réalisation est prévue au moins dans les collectivités comptant plus de 50 000 habitants, seront compatibles avec ce schéma.



En sa qualité d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité dans le département, le S.I.E.G. du Puy-de-Dôme a émis un avis argumenté sur les points du S.R.C.A.E. qui ont une incidence sur le réseau de distribution d'électricité : bilan et orientation énergie électrique, énergie solaire et photovoltaïque, véhicules faiblement carbonés, schéma régional éolien.

## Système d'Information Géographique (SIG)

Afin d'envisager dans les meilleures conditions la réalisation d'audits énergétiques, le remplacement des luminaires énergivores, les réponses au DT/DICT et la gestion de la maintenance en éclairage public, le SIEG s'est doté d'un système d'information géographique (SIG) en vue d'établir une cartographie des réseaux d'éclairage public



A ce jour, environ 100 200 foyers lumineux sont d'ores et déjà recensés soit environ 80 % du parc évalué à 126 000 foyers. 346 collectivités ont été traitées complètement, il reste donc 118 collectivités à compléter et à finaliser. De nombreux recensements physiques sur le territoire de ces collectivités ont eu lieu, et il reste donc à opérer la transcription de ces éléments dans l'application.

Courant 2013, la mise en test du signalement de panne « en ligne » sera réalisée avec une dizaine de collectivités. Si l'essai s'avère concluant, cet outil sera déployé, au cours de l'année 2013, avec chaque collectivité qui pourra alors accéder à la visualisation du parc d'Éclairage Public présent sur son territoire.

## Conventions d'usage avec le Concessionnaire ERDF

Elles permettent d'assurer les travaux au quotidien : reprise et contrôle des transformateurs déposés, concassage et recyclage des poteaux béton vétustes, échanges de données cartographiques et techniques sur l'état du réseau, études électriques sur la charge du réseau et définition conjointe des solutions à mettre en œuvre pour les nouveaux raccordements ou les renforcements de réseau dont le Syndicat est maître d'ouvrage.

2 conventions sont à signaler particulièrement :

**Le protocole VRG - Valorisation des Remises Gratuites** - qui assure que les ouvrages réalisés par le Syndicat et remis en concession soient valorisés correctement dans la base comptable du concessionnaire.

**Le protocole PCT - Part Couverte par le Tarif** - qui permet au Syndicat de récupérer sur tous les chantiers de raccordement au réseau l'équivalent financier de ce qu'aurait produit la redevance d'investissement R2.

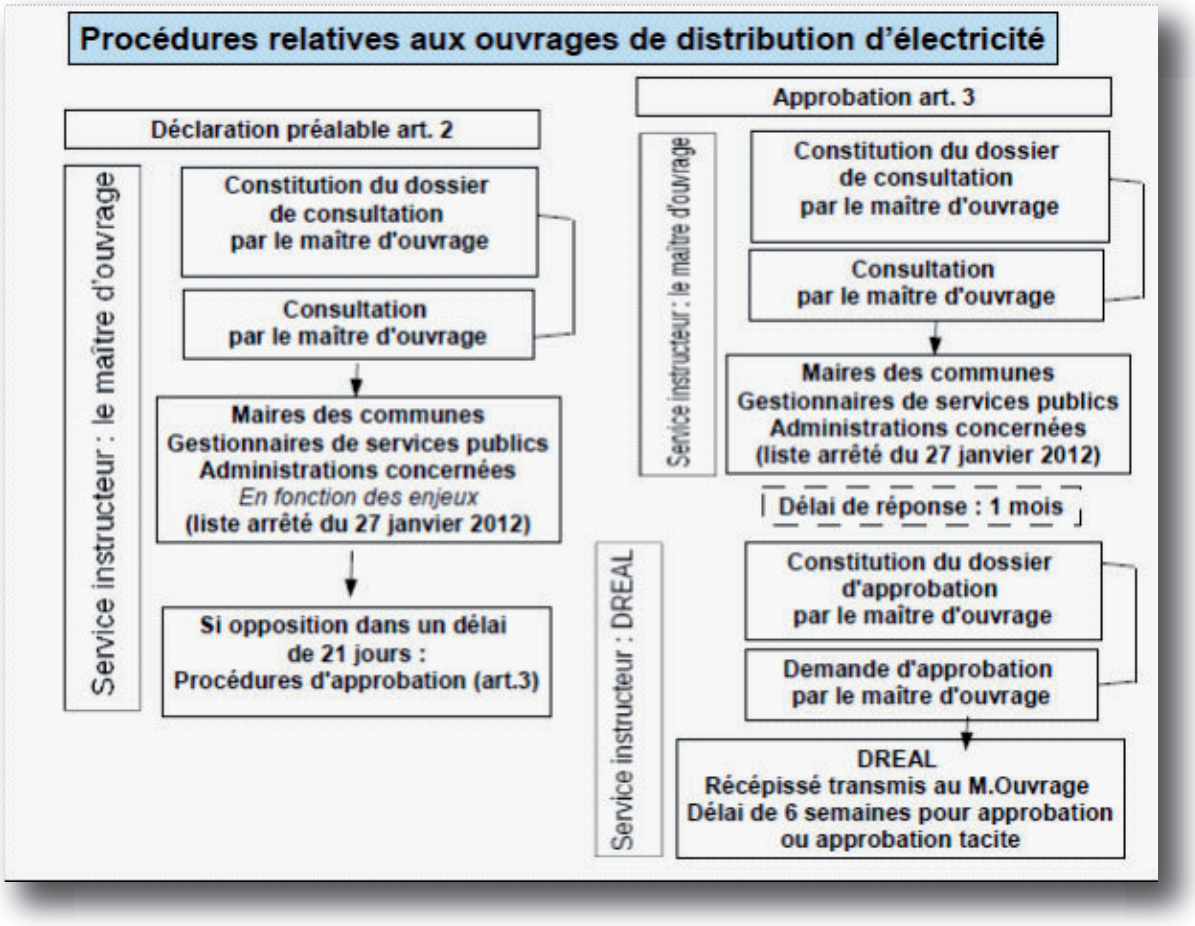
Le 18 juillet, la FNCCR et ERDF ont reconduit par avenant et pour une durée de trois ans, le protocole d'accord du 26 juin 2009 relatif au versement par ERDF aux autorités concédantes maîtres d'ouvrage de travaux de raccordement de la PCT. L'accord initial couvrait la période du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2012.

## Décret du 1er décembre 2011

**Procédures relatives aux ouvrages des réseaux publics d'électricité : Articles 2 et 3**

Le décret du 1er décembre 2011 a abrogé le décret de 1927 : les Articles 2 et 3 ont remplacé les articles 49 et 50.

A compter du 1er avril 2012, la DREAL devient le service délégataire du Préfet de département en matière de déclaration et d'approbation d'ouvrages du réseau public de distribution d'électricité.




**Contrôle technique des ouvrages des réseaux publics d'électricité : Article 13**

L'article 13 du décret du 1er décembre 2011 impose aux autorités concédantes, lorsqu'elles sont maîtres d'ouvrage, d'effectuer un contrôle technique des ouvrages réalisés afin de vérifier qu'ils sont conformes aux arrêtés techniques en vigueur.

Ce contrôle doit être effectué par un organisme technique certifié en qualité, indépendant du maître d'ouvrage et du gestionnaire de réseau.

Il est rappelé que les prescriptions de l'arrêté technique visent à éviter que les ouvrages réalisés compromettent la sécurité des personnes et des biens, la sûreté de fonctionnement du système électrique ou la qualité de l'électricité distribuée et qu'ils génèrent un niveau de bruit excessif dans le voisinage (article 6 du décret).

D'ici le 31 décembre 2014, le SIEG devra faire contrôler tous les ouvrages de distribution publique d'électricité créé sous sa maitrise d'ouvrage. La création d'un organisme de contrôle est envisagée pour permettre le contrôle en attendant l'arrêté ministériel d'application.

# LES FAITS MARQUANTS

## Tarifs de l'électricité

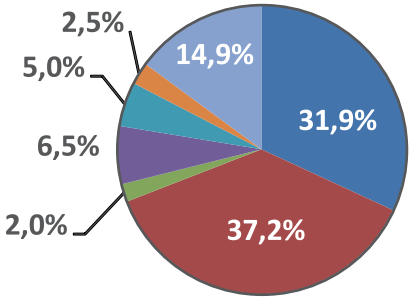
L'évolution des factures d'électricité en 2012 résulte de :

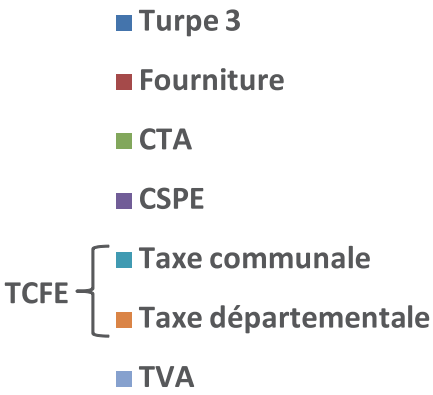
- la hausse du TURPE
- l'arrêté de prix des tarifs publics de vente de l'électricité
- la majoration de la CSPE qui s'ajoute au taux H.T. et des taxes sur la Consommation Finale d'Electricité.

A moyen terme, les prix publics seront affectés par le niveau de l'ARENH tel que prévu par les pouvoirs publics en application de la loi NOME.

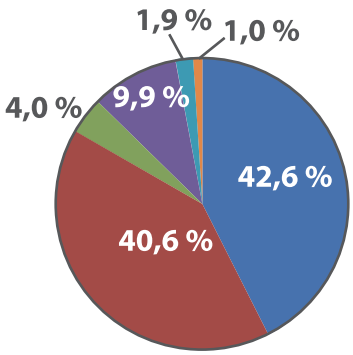
### Répartition moyenne des coûts payés par un consommateur au tarif réglementé

**Tarif bleu (résidentiel)**

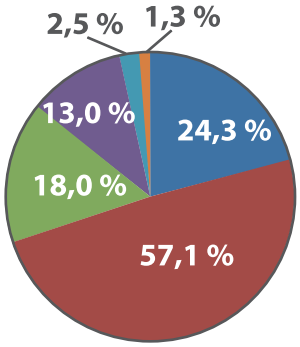



**Tarif jaune (professionnel)**




**Tarif vert (professionnel > 250 kVA)**




**Turpe 3 (réseau) :** Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Electricité (coût d'acheminement supportés par les fournisseurs)

**Fourniture** : Consommation d'électricité

**CTA :** Contribution Tarifaire d'Acheminement qui permet de financer les droits spécifiques relatifs à l'assurance vieillesse des personnels relevant du régime des industries électriques et gazières

**TCFE :** Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité = taxes locales : communale (67%) et départementale (33%)

**CSPE :** Contribution au Service Public de l'Electricité permettant de compenser les opérateurs supportant des charges de service public de l'électricité et à financer le budget du Médiateur National de l'Energie

# LES FAITS MARQUANTS
# Tarifs de l'électricité

## TURPE : Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Electricité

Le TURPE finance l'activité de :
RTE sur le réseau THT
ERDF sur le réseau de distribution HTA/BT

Le 12 juin 2012, la CRE a approuvé une hausse du TURPE de 1,8 %, applicable au 1er août 2012, s'agissant du réseau de distribution publique.

Cette hausse est la résultante de 3 facteurs :
- Taux annuel de l'inflation pour 2011 : 2,29 %
- Facteur d'évolution des coûts engagés par
  ERDF sur le réseau : 1,3 %
  RTE : 0,4 %
- Apurement des comptes de charges et produits du distributeur : - 1,79 %

La hausse du TURPE est intégrée dans l'arrêté de prix du 20 juillet 2012 (cf ci-après)
Le TURPE représente en moyenne 44 % de la facture HT d'un consommateur résidentiel en tarif bleu soit 33 % de la facture TTC.
Cette évolution du TURPE est la dernière de la période du « TURPE 3 » qui s'est ouverte en 2009 pour une durée de 4 ans.

Les consultations pour la future régulation tarifaire « TURPE 4 » qui s'appliquera à compter de juin 2013 ont été ouvertes début juin 2012 et les conclusions ne sont pas connues à fin 2012.

Le TURPE 3 a été annulé par le Conseil d'Etat le 28 novembre 2012 remettant en cause le TURPE sur la période 2009-2013 de manière rétroactive. Les pouvoirs publics ont 6 mois pour redéfinir le calcul du TURPE 3.

## CSPE : Contribution au Service Public de l'Electricité

Au 1er juillet 2012, la CSPE est passée de 9 € à 10,50 €/MWh et elle passera à 13,5 €/MWh à compter du 1er janvier 2013. Tout laisse à penser que cette contribution est encore appelée à croître à l'avenir.

L'évolution de la CSPE représente pour les clients résidentiels bénéficiant des tarifs réglementés de vente de l'électricité une hausse moyenne de 1,3 % de leur facture, soit 9 € TTC par an.

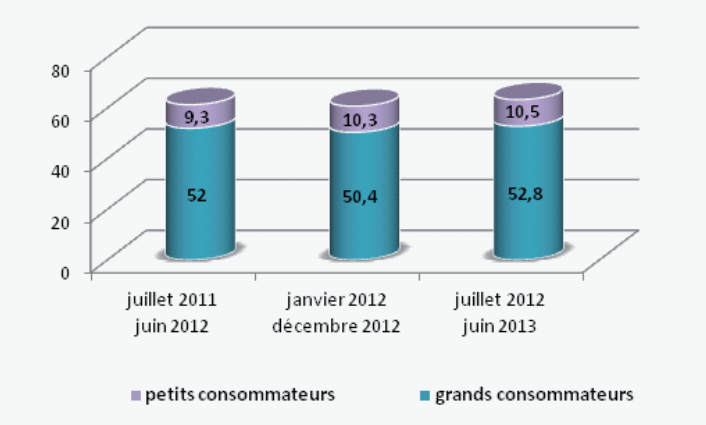
## ARENH : Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique

Le dispositif d'ARENH, instauré par la loi NOME du 7 décembre 2010, donne le droit à tout fournisseur d'acheter de l'électricité d'origine nucléaire à EDF à prix régulé dans la limite de 100 TWh. Cette électricité est exclusivement destinée à l'alimentation de clients finals situés en France métropolitaine.

Il s'appuie sur trois piliers :
1. un volume de l'ARENH pour chaque fournisseur permettant une égalité des acteurs du marché de l'électricité
2. un prix de l'ARENH reflétant les conditions économiques de production de l'électricité des centrales nucléaires
3. une architecture nouvelle des tarifs réglementés

Au 1er janvier 2012, le prix de l'ARENH a été fixé par décision ministérielle à 42 €/MWh

Le volume d'ARENH pour 2012 s'élève à 60,7 TWh.



# LES FAITS MARQUANTS
# Tarifs de l'électricité

## Arrêté de prix du 20 juillet 2012

Le 23 juillet, les tarifs réglementés de vente de l'électricité ont évolué de 2 % pour les 3 tarifs de la gamme des tarifs publics. L'arrêté a été publié au JO du 22 juillet, après avis de la CRE en date du 19 juillet, il est applicable à compter du 23 juillet 2012. La part de la hausse des coûts de production et de commercialisation est donc de l'ordre de 1 €/MWh pour les 3 tarifs.
A noter que la CRE estime que la couverture des coûts de production par le tarif est assurée pour le tarif vert mais ne l'est pas pour les deux autres tarifs.

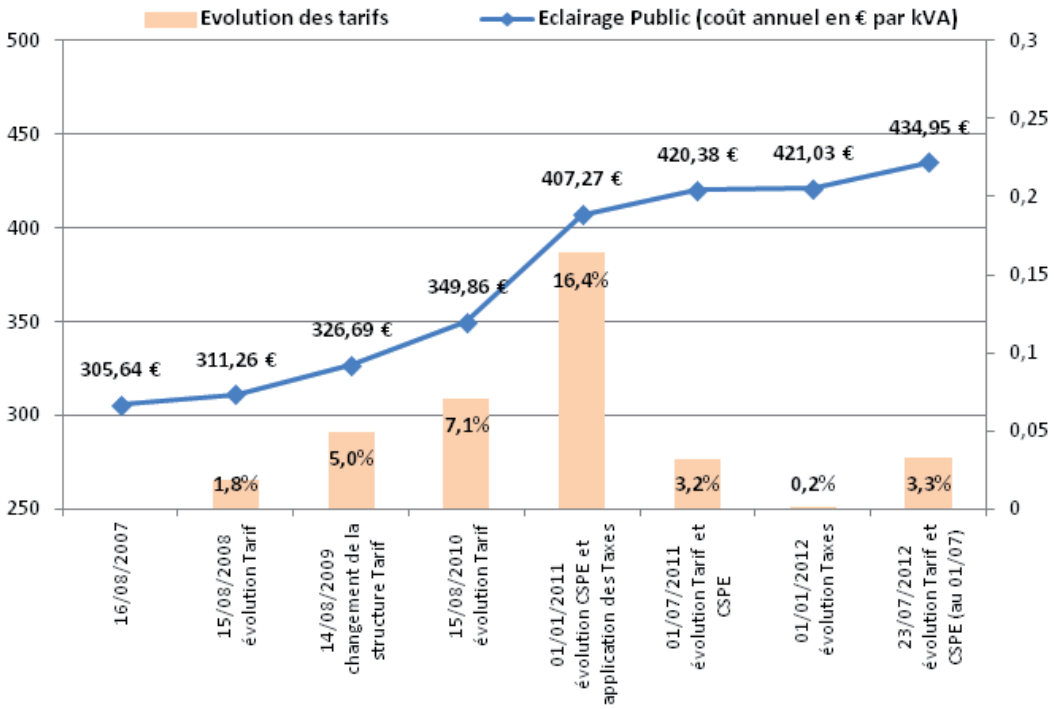
| | au 23/07/2012 | | | | au 01/07/2011 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Tarif de vente moyen | Hausse | | Impact du TURPE * | *Hausse* | | *Impact du TURPE* |
| tarif bleu | 97,4 *€/MWh* | 1,9 *€/MWh* | 2 % | 0,8 *€/MWh* | *1,6 €/MWh* | *1,7 %* | *1,6 €/MWh* |
| tarif jaune | 86,1 *€/MWh* | 1,7 *€/MWh* | 2 % | 0,6 *€/MWh* | *2,6 €/MWh* | *3,2 %* | *1,3 €/MWh* |
| tarif vert | 64,6 *€/MWh* | 1,3 *€/MWh* | 2 % | 0,3 *€/MWh* | *2,0 €/MWh* | *3,2 %* | *0,7 €/MWh* |

*sous réserve du nouveau calcul du TURPE 3 suite à l'arrêt du Conseil d'Etat

Concernant plus particulièrement l'éclairage public :
- l'abonnement passe de 74,64 à 76,20 €/kVA soit + 2,09 %
- l'énergie passe de 4,96 à 5,06 €/MWh soit + 2,02 %

La hausse globale est de l'ordre de 2,04 %.

***Évolution du tarif bleu Eclairage Public pour 1 kVA souscrit et 4000 h de fonctionnement (soit 10 lanternes de 100 W fonctionnant toute la nuit toute l'année)***



# LES FAITS MARQUANTS
# Tarifs de l'électricité

## Ouverture des marchés de l'électricité

| Au 31.12.2012 | Sites résidentiels | | Sites non résidentiels | |
|---|---|---|---|---|
| ***TOTAL SITES*** | ***30 886 000*** | | ***4 932 000*** | |
| Tarif Réglementé de Vente | 28 741 000 | 93 % | 4 270 000 | 87 % |
| Offre de marché | 2 145 000 | 7 % | 662 000 | 13 % |
| *fournisseurs historiques* | *10 000* | *0.1 %* | *287 000* | 5,8 % |
| *fournisseurs alternatifs* | *2 135 000* | *6,9 %* | *375 000* | *7,6 %* |
| ***CONSOMMATION ANNUALISEE*** | **137,3 TWh** | | **285,5 TWh** | |
| Tarif Réglementé de Vente | 127,3 TWh | 93 % | 162,0 TWh | 57 % |
| marché | 10,0 TWh | 7 % | 123,5 TWh | 43 % |
| *fournisseurs historiques* | *0,04 TWh* | *0,0 %* | *64,1 TWh* | *22,2 %* |
| *fournisseurs alternatifs* | *10,0 TWh* | *7,2* | *29,4 TWh* | *20,* |



# LES TRAVAUX

## 2 grandes catégories

### *ÉLECTRIFICATION RURALE*

Ces travaux portent sur le réseau de distribution publique d'électricité concédée à ERDF

**Extension**

Le S.I.E.G. réalise les extensions du réseau dans les zones rurales et certaines zones urbaines pour les communes de type B ou C : alimentation de constructions neuves, lotissements, zones artisanales, …
La quasi-totalité de ces travaux est réalisée en technique souterraine.

**Renforcement**

La qualité de desserte en électricité passe par une bonne tenue de la tension délivrée aux bornes des compteurs. Or, la multiplication des branchements neufs, le raccordement des nouvelles constructions, l'augmentation des puissances souscrites peuvent entraîner une saturation des réseaux existants qui exige des programmes de renforcement.
Sur les communes de type C, le S.I.E.G assure la maîtrise d'ouvrage des renforcements

- augmentation de la section des conducteurs BT
- remplacement des conducteurs nus par des câbles torsadés
- augmentation de la puissance des postes de transformation
- création de nouveaux postes de transformation, au plus près des charges électriques

Pour assurer le financement de ces travaux de renforcement, le S.I.E.G. mobilise les ressources du CAS FACE

### *ÉCLAIRAGE PUBLIC*

**Travaux neufs**

Le S.I.E.G. assure la réalisation des travaux d'éclairage public des communes et EPCI qui lui ont confié la compétence optionnelle.
Le Syndicat réalise aussi des travaux sous mandat pour le compte de lotisseurs et aménageurs privés ou publics/privés.

**Entretien**

Le Syndicat assure la maintenance préventive ou curative des installations existantes et veille au renouvellement et à l'optimisation de ces installations et réseaux sur le territoire des collectivités ayant choisi cette option lors du transfert de compétence.

**Travaux liés aux petits travaux d'électrification**

Le Syndicat continue à assurer la mise en place des fourreaux de réservation pour l'éclairage public dans le cadre des extensions de réseau BT.

# Les Programmes

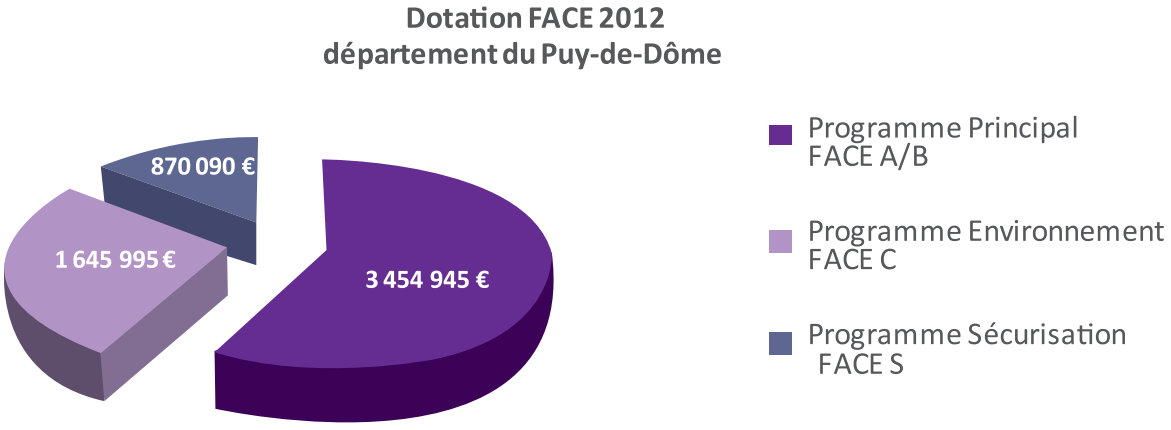
## LE FACE

Les travaux d'Electrification Rurale portant sur le réseau de distribution publique d'électricité concédée à ERDF sont financés en partie par le FACE.

Le conseil du FACE s'est réuni le 20 février 2012 pour arrêter le montant des différents programmes de travaux d'électrification rurale à financer au titre de l'année 2012.

A savoir, pour notre département un montant de 5 971 030 € réparti de la manière suivante :

| | 2011 | **2012** | variation | |
|---|---|---|---|---|
| Programme Principal FACE A/B | 3 564 000 € | **3 454 945 €** | -109 055 € | -3,1% |
| Programme Environnement FACE C | 2 235 000 € | **1 645 995 €** | -589 005 € | -26,4% |
| Programme Sécurisation | 712 000 € | **870 090 €** | 158 090 € | 22,2% |
| FACE S *(résorption des fils nus)* | *459 000 €* | ***436 540 €*** | *-22 460 €* | *-4,9%* |
| FACE S' (*résorption des fils nus de faible)* | *253 000 €* | ***433 550 €*** | *180 550 €* | *71,4%* |
| | 6 511 000 € | **5 971 030 €** | **-539 970 €** | **-8,3%** |



# LES TRAVAUX
# Les Programmes

## ELECTRIFICATION RURALE

### Extension et renforcement de réseau, supression de postes de transformation

**PROGRAMME FACE A/B - Principal**

**Programme 2012 : 3 581 k€ - (2011 : 3 742 k€)**
**60 dossiers traités - cout moyen par opération : 60 k€**

| | POSTES | HTA *mètres* | BT *mètres* | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | fils nus | Souterrain | Torsadé | Façade |
| Dépose | 18 | 2 932 | 6 357 | | 14 168 | 55 |
| Pose | 23 | 9 020 | | 18 100 | 6 423 | 19 |



La méthode de répartition du programme "principal" a pour objectif d'appréhender le volume des besoins de renforcement des réseaux de distribution d'électricité en zone rurale et d'aboutir à une approche homogène des coûts unitaires de renforcement entre les départements.
**Calcul de répartition:**
**80 %** au prorata du coût total de résorption des DMA soit :
coût = long DMA x coût moyen du km de réseau renforcé + nombre DMA x 1/3 x coût moyen d'un poste
**20 %** basés sur l'évolution des puissances souscrites de la zone ER et la longueur totale du réseau ER du département.
Une majoration est prévue pour les départements comptant des communes classées haute montagne.

### Effacement de réseau et intégration des ouvrages

**PROGRAMME FACE C - Environnement**

**Programme 2012 : 1 795 k€ - (2011 : 2 347 k€)**
**28 dossiers traités - cout moyen par opération : 64 k€**

| | POSTES | HTA *mètres* | BT *mètres* | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | fils nus | Souterrain | Torsadé | Façade |
| Dépose | 3 | 518 | 617 | | 7 872 | 242 |
| Pose | 5 | 1 003 | | 9 971 | 236 | 70 |





Ce programme est consacré en priorité aux effacements de réseaux aux abords des monuments historiques et des sites protégés accompagnant les demandes d'enfouissement des communes.

L'enveloppe est calculée en fonction du kilométrage de lignes BT aériennes (70 %) et le montant du financement sur fonds propres des collectivités aux travaux environnement (30 %).

### Sécurisation des réseaux BT: résorption fils nus

**PROGRAMME FACE S/S' - Sécurisation**

**Programme 2012 : 912 k€ - (2011 : 748 k€)**
**36 dossiers traités - cout moyen par opération : 25 k€**

| | POSTES | HTA *mètres* | BT *mètres* | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | fils nus | Souterrain | Torsadé | Façade |
| Dépose | 1 | 0 | 11 674 | | 209 | 0 |
| Pose | 4 | 2 151 | | 1 102 | 10 301 | 0 |





Cette tranche sécurisation vise à l'éradication des réseaux en fils nus.
L'enveloppe est calculée en fonction de la longueur des réseaux et de la densité des clients desservis.
Pour les fils nus de faible section, la répartition est faite au prorata du kilométrage du réseau.

# LES TRAVAUX
# Les Programmes

## Intégration des ouvrages dans l'environnement

### PROGRAMME ENVIRONNEMENT

**Programme 2012 : 1 100 k€ - (2011 : 1 106 k€)**
**19 dossiers traités - coût moyen par opération : 58 k€**

| | POSTES | HTA *mètres* | BT *mètres* | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | fils nus | Souterrain | Torsadé | Façade |
| Dépose | 3 | 678 | 1 631 | | 2 254 | 36 |
| Pose | 3 | 670 | | 4 687 | 0 | 35 |





Au titre de l'Article 8 du Cahier des Charges de Concession (intégration des ouvrages dans l'environnement), le Concessionnaire doit contribuer, à raison de 40 % du coût hors taxe, au financement de travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage du S.I.E.G. aux fins d'amélioration esthétique des ouvrages de la concession.

## Modernisation des réseaux

### PROGRAMME CABINES HAUTES

**Programme 2012 : 1 000 k€ - (2011 : 640 k€)**
**Suppression de 21 cabines**
**soit un coût moyen par opération de 48 k€**

| | POSTES | HTA *mètres* | BT *mètres* | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | fils nus | Souterrain | Torsadé | Façade |
| Dépose | 21 | 2 601 | 843 | | 1 772 | 22 |
| Pose | 15 | 1 286 | | 2 807 | 793 | 0 |




Ce programme concerne la convention S.I.E.G. / Conseil Général pour le remplacement des 512 postes HTA/BT dits "cabines hautes" recensés.
Le Conseil Général ayant revu fortement à la baisse sa contribution financière aux travaux d'effacement des réseaux et des postes cabines hautes, une nouvelle programmation financière a été signée en 2010 pour les années 2009 à 2012.
C'est sur la base d'un programme de 700 k€ de travaux pour 2012 que le département s'est engagé financièrement à apporter une subvention de 350 k€ pour ce programme.
Fin 2012, il reste encore 123 cabines hautes à déposer : 34 cabines ont été déposées dont 21 dans le programme cabines hautes.

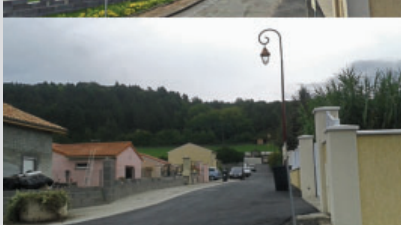
## Effacement des réseaux aériens
## Enfouissement des lignes basse et moyenne tension

### PROGRAMME DEPARTEMENTAL

**Programme 2012 : 2 900 k€ - (2011 : 3 200 k€)**
**46 dossiers traités - coût moyen par opération : 63 k€**

| | POSTES | HTA *mètres* | BT *mètres* | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | fils nus | Souterrain | Torsadé | Façade |
| Dépose | 3 | 1 585 | 373 | | 12 558 | 32 |
| Pose | 4 | 2 626 | | 15 678 | 204 | 0 |





Ce programme, défini par le Syndicat, accompagne les travaux d'aménagement de bourg et de travaux en traverse, les aménagements esthétiques aux abords des monuments historiques et dans les zones d'intérêt touristique qui méritent une mise en valeur.

# LES TRAVAUX
# Les Programmes

## Raccordement des consommateurs

**36 kVA < puissance < 250 kVA**
**PROGRAMME HORS PROGRAMME**

**Programme 2012 : 3 700 k€ - (2011 : 4 000 k€)**
**84 dossiers traités - coût moyen par opération : 44 k€**

Mis en place dans le cadre de l'application du Protocole PCT (Part Couverte par le Tarif), ce programme concerne plus particulièrement les lotissements privés ou communaux, les Zones d'Activité et les habitats groupés.

**puissance < 36 kVA**
**PROGRAMME PETITS TRAVAUX**

**Programme 2012 : 1 970 k€ - (2011 : 1 900 k€)**
**168 affaires réalisées - coût moyen par opération : 12 k€**

Ce programme concerne l'alimentation de constructions nouvelles, de bâtiments agricoles et d'élevage, d'extensions pour besoins communaux.



## Enfouissement des réseaux en coordination avec France Telecom

**PROGRAMME TRAVAUX CONNEXES**

**Programme 2012 : 1 000 k€ - (2011 : 996 k€)**
**131 dossiers traités - coût moyen par opération : 8 k€**

Ce programme concerne la Convention S.I.E.G. / Département / France Telecom qui prévoit que les chambres de tirage posées sur le Domaine Public et les tampons fonte de fermeture soient fournis par France Telecom. Leur pose est sous la maîtrise d'ouvrage du S.I.E.G. et le génie civil, réalisé par le Syndicat, est remboursé par les communes au titre des travaux connexes non subventionnés.



## Extension des réseaux en coordination avec France Telecom

**PROGRAMME France Telecom**

**Programme 2012 : 167 k€ - (2011 : 100 k€)**
**124 dossiers réalisés - coût moyen par opération : 1,3 k€**

Ce programme concerne la convention S.I.E.G./France TELECOM pour l'extension coordonnée en souterrain des ouvrages de communications électroniques de France Telecom lors de l'extension du réseau d'électricité pour la desserte de nouvelles parcelles dans le département.

# Les Programmes

## *ECLAIRAGE PUBLIC*

### Equipement de matériel EP, de sécurisation des réseaux, d'extension

**PROGRAMME TRAVAUX NEUFS EP**

**Programme 2012 : 9 500 k€ - (2011 : 10 210 k€)**
**505 opérations réalisées:**
**458 dossiers Eclairage Public**
**17 dossiers pour des lotissements privés sous mandat**
**30 dossiers relatifs à des opérations non éligibles à la Redevance R2**

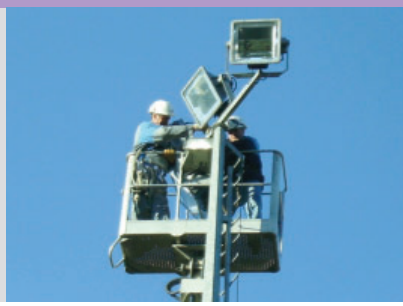


Plusieurs opérations spécifiques composent cette activité :
- éclairage de voies, carrefours, places, parkings,
- éclairage lié aux extensions
- travaux nécessités par les effacements de réseaux dans les bourgs
- feux de signalisation
- éclairage des installations sportives : stades et terrains extérieurs, zones ludo-sportives intérieures

### Entretien et Maintenance du matériel EP

**PROGRAMME ENTRETIEN EP**

**Programme 2012 : 6 500 k€ - (2011 : 7 450 k€)**



Ce programme se répartit sur 4 postes :
- Entretien curatif : 1 854 k€ pour 126 690 foyers
- Entretien préventif : 1 584 k€ pour 25 189 foyers
- Illuminations Festives : 2 329 k€
- Sinistres candélabres : 611 k€

### Travaux d'éclairage liés aux petits travaux d'électrification

**PROGRAMME ECLAIRAGE PETITS TRAVAUX**

**Programme 2012 = 110 k€ - (2011 : 100 k€)**
**134 opérations réalisées**

Programme spécifique dédié à la mise en place des fourreaux de réservation pour l'éclairage public dans le cadre des extensions de réseau BT.

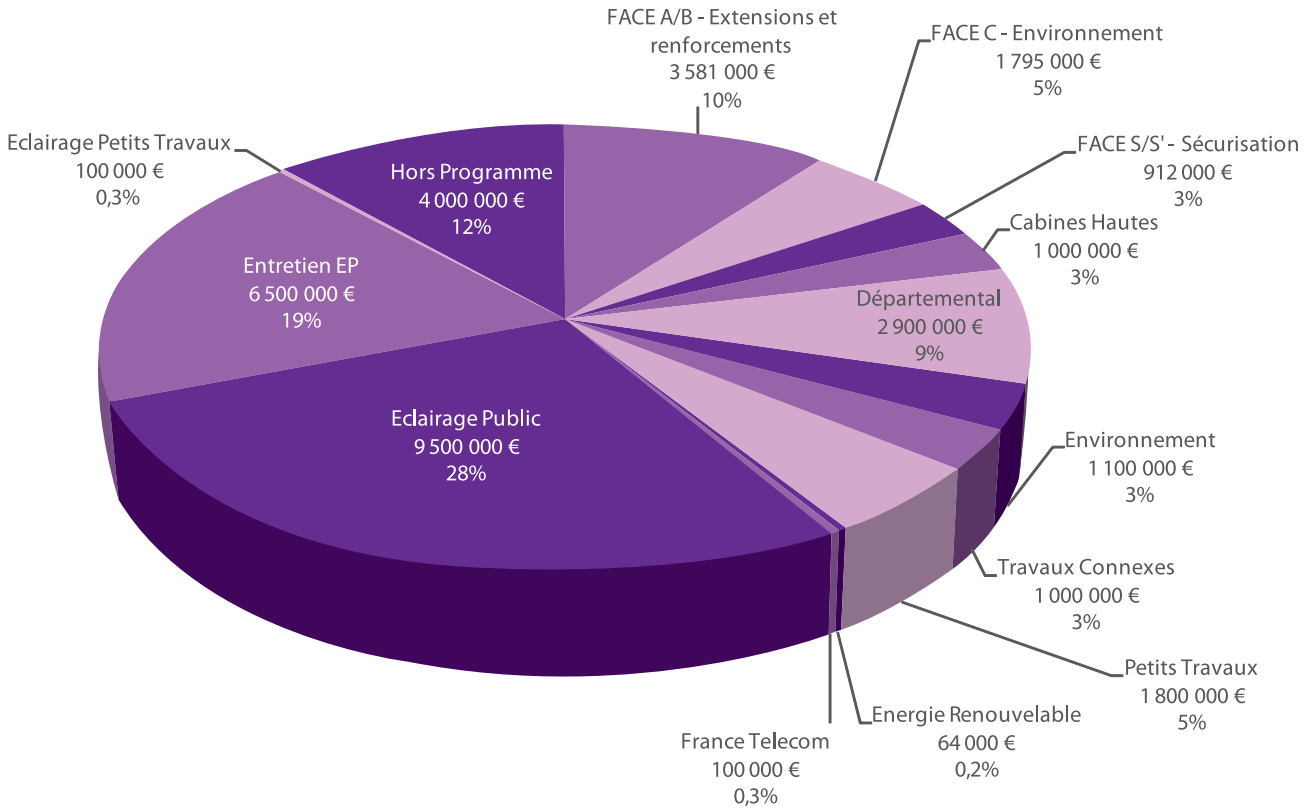


# LES TRAVAUX

## Le Budget

| Programmes | 2011 | 2012 | variation | |
|---|---|---|---|---|
| FACE A/B -*Extensions et renforcements* | 3 742 200 € | **3 581 000 €** | -161 200 € | - 4,3% |
| FACE C -*Environnement* | 2 346 750 € | **1 795 000 €** | -551 750 € | -23,5% |
| FACE S/S' -*Sécurisation* | 747 600 € | **912 000 €** | 164 400 € | 22,0% |
| Cabines Hautes | 640 000 € | **1 000 000 €** | 360 000 € | 56,3% |
| Départemental | 3 200 000 € | **2 900 000 €** | -300 000 € | -9,4% |
| Environnement | 1 106 300 € | **1 100 000 €** | -6 300 € | -0,6% |
| Travaux Connexes | 996 000 € | **1 000 000 €** | 4 000 € | 0,4% |
| Petits Travaux | 1 900 000 € | **1 800 000 €** | -100 000 € | -5,3% |
| Energie Renouvelable | 64 000 € | **64 000 €** | 0 € | 0,0% |
| France Telecom | 100 000 € | **126 000 €** | 26 000 € | 26,0% |
| Eclairage Public | 10 710 000 € | **9 500 000 €** | -1 210 000 € | -11,3% |
| Entretien EP | 6 615 000 € | **6 500 000 €** | -115 000 € | -1,7% |
| Eclairage Petits Travaux | 100 000 € | **100 000 €** | 0 € | 0,0% |
| Hors Programme FACE (ZAC, lot., ...) | 4 000 000 € | **4 000 000 €** | 0 € | 0,0% |
| | 36 267 850 € | **34 378 000 €** | -1 889 850 € | -5,2% |

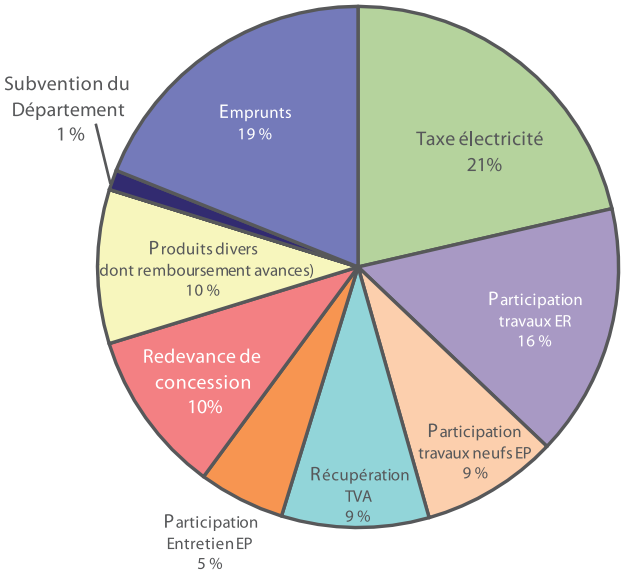
**Budget des dépenses réalisées au 31.12.2012**
**au titre des programmes de travaux 2012**



# LES FINANCES

# Bilan Financier du S.I.E.G.
## Compte Administratif 2012

## RECETTES 2012

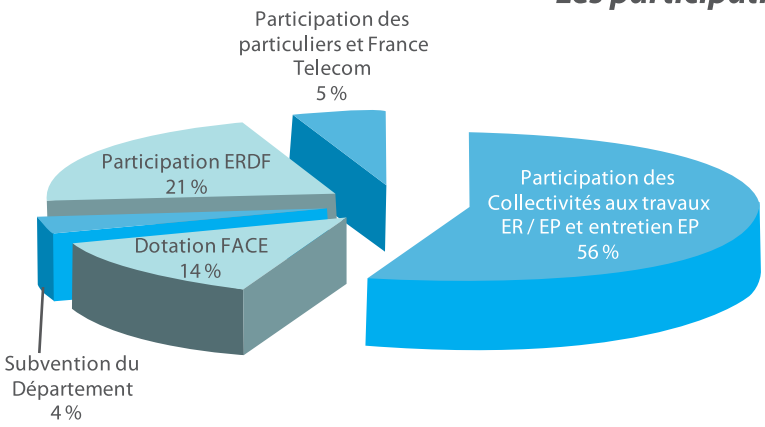



| Recettes réelles en € | | |
|---|---|---|
| Taxe électricité | 9 068 144 | 21,4% |
| Participation travaux ER | 6 646 010 | 15,7% |
| Participation travaux neufs EP | 3 607 862 | 8,5% |
| Récupération TVA | 3 874 960 | 9,1% |
| Participation Entretien EP | 2 269 007 | 5,4% |
| Redevance de concession | 4 294 988 | 10,1% |
| Produits divers (dont remboursement avances) | 4 050 171 | 9,6% |
| Subvention du Département | 525 000 | 1,2% |
| Emprunts | 8 030 000 | 19,0% |
| **TOTAL** | **42 366 141** | **100%** |

Les recettes du S.I.E.G. proviennent de la taxe sur l'électricité, des redevances de concession, de la part couverte par le tarif sur les travaux de raccordement, des dotations du programme FACE et du programme « Article 8 » du cahier des charges, d'une subvention du département dans le cadre d'une convention triennale, des cotisations de ses adhérents, des participations des collectivités et des tiers aux travaux engagés par le Syndicat.

Les recettes sont en baisse de 2% par rapport à 2011 et la taxe sur l'électricité a augmenté de 13%.

### *Les participations sur travaux*



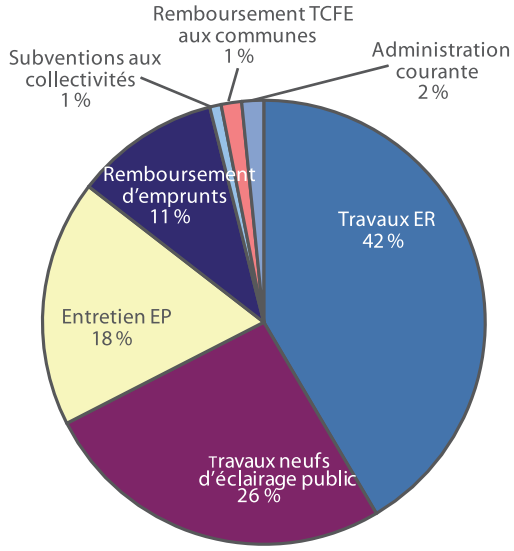

| Détail Participations sur travaux en M€ | | |
|---|---|---|
| Participation des Collectivités aux travaux | 7,3 | 56% |
| Dotation FACE | 1,8 | 14% |
| Subvention du Département | 0,5 | 4% |
| Participation ERDF | 2,8 | 21% |
| Participation des particuliers et France Telecom | 0,7 | 5% |
| **TOTAL** | **13,1** | **100%** |

Ces participations représentent 31% des recettes et ont diminué de 30% par rapport à 2011. Elles concernent :

- les travaux ER
- les travaux neuf EP
- la subvention du département
- l'entretien EP

# Bilan Financier du S.I.E.G.
## Compte Administratif 2012

## DEPENSES 2012



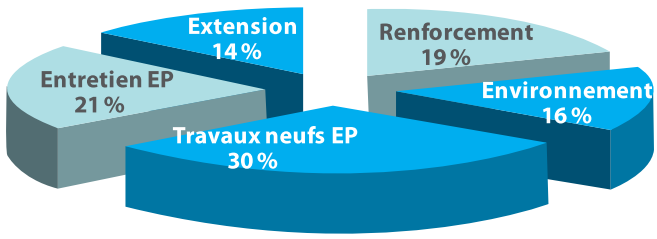

| Dépenses réelles en € | | |
|---|---|---|
| Travaux ER | 17 511 289 | 41,5% |
| Travaux neufs EP | 10 933 408 | 25,9% |
| Entretien EP | 7 602 366 | 18,0% |
| Remboursement d'emprunts | 4 461 386 | 10,6% |
| Subventions aux collectivités | 353 407 | 0,8% |
| Remboursement TCFE aux communes | 626 891 | 1,5% |
| Administration courante | 675 134 | 1,6% |
| **TOTAL** | **42 163 880** | **100%** |

Les dépenses du S.I.E.G. sont consacrées pour 85 % à la réalisation des travaux :
- électrification rurale
- éclairage public
- entretien éclairage public

Les 15 % complémentaires concernent :
- 1,6 % frais de fonctionnement de la structure (baisse de 19% par rapport à 2011)
- 0,8 % subventions directes aux communes versées pour :
  · les opérations de numérisation du cadastre et branchements allégés
  · le remboursement de 10% du montant des travaux EP et 40% des travaux esthétique effectués par les commune urbaines en 2010
- 1,5% remboursement de la TCFE aux communes ayant signé une convention avec le S.I.E.G. (Beaumont, Châtel-Guyon, Cournon-d'Auvergne, Issoire, St-Eloy-les-Mines)
- 10,6 % annuités d'emprunts

Les travaux sont financés en grande partie (80%) par les cotisations, participations, récupération TVA, avances et taxe d'électricité.

### *Les dépenses sur travaux*




| Détail travaux avec avances en M€ | | |
|---|---|---|
| Renforcement | 6,9 | 19% |
| Environnement | 5,5 | 16% |
| Extension | 5,1 | 14% |
| Travaux neufs EP | 10,9 | 30% |
| Entretien EP | 7,6 | 21% |
| **TOTAL** | **36,0** | **100%** |

Elles représentent 80 % des dépenses du Syndicat et concernent les travaux en électrification rurale et en éclairage public (travaux neufs et entretien).
Les dépenses pour travaux sont en baisse de12% par rapport à 2011 en particulier les travaux d'électrification rurale (-15%).

# Service Financier

## MANDATS ET TITRES DE RECETTES

Les mandats et titres de recettes sont les ordres de paiement et d'encaissement émis par le S.I.E.G.
En 2012, 1371 mandats (- 8 par rapport à 2011) et 2751 titres de recettes (- 583 par rapport à 2011) ont été comptabilisés. L'activité comptable a été maintenue à son niveau par rapport à 2011, bien que le service ait été privé d'un agent pendant 4 mois. Les différents documents budgétaires, les paies et les écritures qui s'accompagnent toujours de multiples vérifications ont été réalisés au mieux, pour la continuité du service, même s'il est apparu dès le début décembre qu'un certain retard était inévitable.

## PART COUVERTE PAR LE TARIF (PCT)

Le traitement de la PCT a nécessité la vérification de 176 dossiers et l'établissement de 10 états correspondants pour ERDF et le FACE.

## REDEVANCES DE CONCESSION

Des réunions mensuelles ont eu lieu avec les services d'ERDF afin de contrôler et d'arrêter les montants à prendre en compte pour le calcul de la redevance d'investissement à percevoir par le Syndicat en 2013 (prévisionnel).

## FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA (FCTVA)

L'élaboration des états nécessaires à la perception du FCTVA implique chaque année un important travail de mise à jour et de paramétrage des imputations budgétaires, indispensables à l'édition des formulaires réglementaires à transmettre en Préfecture.

## MAINTENANCE / ENTRETIEN EP

Malgré l'importance en amont du travail des techniciens de SEMELEC préalable à la finalisation du calcul de la cotisation annuelle de chaque collectivité, le traitement administratif et comptable a nécessité une forte implication du service financier (relances, modifications des inventaires au fil de l'eau, nouveaux titres, etc...).

## INVENTAIRE COMPTABLE

Le début d'année (deux mois) à été consacré à l'inventaire comptable du SIEG et notamment, un important travail de pointage et de recherche aux archives, a été réalisé pour l'identification précise des terrains de postes. En effet, certains étaient regroupés en ligne cumulative (divers terrains) et les autres seulement répertoriés par un nom de commune. Désormais, les sommes inscrites à l'inventaire sont clairement identifiées et les actes correspondants classés. L'histoire du S.I.E.G, fait que cette liste n'est peut-être pas exhaustive, car par exemple, lors du transfert des SIE vers le S.I.E.G aucune information comptable concernant des achats de postes n'est parvenue en Paierie Départementale pour intégration.





# Actes Administratifs

## COMITE SYNDICAL DU 31 MARS 2012
## COMITE SYNDICAL DU 10 AVRIL 2012

*L'Assemblée Générale du 31/03/2012 n'ayant pas atteint le quorum nécessaire à la validité des délibérations, le Président, en application des dispositions du CGCT, a pris la décision de convoquer les délégués du S.I.E.G. à une nouvelle Assemblée Générale, le 10/04/2012, sur le même ordre du jour.*
*Cette Assemblée, sans condition de quorum pour délibérer, a été déclarée valablement constituée.*

### *Délibérations*

- Vote du Compte Administratif 2011
- Affectation des Résultats 2011
- Décision Modificative au budget 2012 - DM 1 - avec autorisation au Président de signer l'avenant n° 2 à la Convention de Mandat SEMELEC 2012
- Annulation de titres de recettes émis sur exercices clos
- Création de prestation d'action sociale : prime de départ à la retraite
- Renouvellement de la convention France TELECOM/S.I.E.G. pour l'extension coordonnée en souterrain des ouvrages de communications électroniques de France Telecom lors de l'extension du réseau d'électricité pour la desserte de nouvelles parcelles dans le département du Puy-de-Dôme
- Maintenance des Illuminations Festives : fixation d'une cotisation partielle pour les communes qui décident de ne plus confier au SIEG la maintenance des IF mais qui demandent la dépose des motifs en place.
- Ouvrages des réseaux publics d'électricité : décret du 01/12/ 2011
  Nouvelle procédure : Articles 2 et 3
  Contrôle technique : Article 13
  Création d'un GIE (SEMELEC 63 – SEMEL 15 – SEMEV)
  pour assurer le contrôle technique des ouvrages réalisés par les 3 Syndicats.
- Avis sur le projet de SRCAE de la Région Auvergne : validation de l'avis et des observations ayant une incidence sur le réseau de distribution d'électricité
- Avis sur la création d'une ZDE sur la commune de BIOZAT : avis favorable
- Avis sur la création de la ZDE des Anciens Marais sur les communes de ST-ANDRE-LE-COQ et ST-IGNAT : avis favorable
- Vente des anciens locaux du SIEG (rue Gourgouillon) : offre d'achat de l'ensemble des locaux (SIEG/EDF) acceptée
- Vente ancien terrain de poste à la commune de MIREFLEURS

### *Présentation*

- Programme FACE 2012
- Programme Electrification Rurale 2012
- Certificats d'Economie d'Energie : vente nouvelle tranche
- Aide de l'ADEME en éclairage public pour les communes de moins de 2000 habitants
- Très Haut Débit (THD) : déploiement en Auvergne

# Actes Administratifs

## COMITE SYNDICAL DU 30 JUIN 2012
## COMITE SYNDICAL DU 6 JUILLET 2012

*L'Assemblée Générale du 30/06/2012 n'ayant pas atteint le quorum nécessaire à la validité des délibérations, le Président, en application des dispositions du CGCT, a pris la décision de convoquer les délégués du S.I.E.G. à une nouvelle Assemblée Générale, le 06/07/2012, sur le même ordre du jour. Cette Assemblée, sans condition de quorum pour délibérer, a été déclarée valablement constituée.*

### *Délibérations*

- Décision Modificative au budget 2012 - DM 2
- Admission en non valeur de titres de recette impossibles à recouvrer
- Suppression de la réversion énergie réservée
- Vente des anciens locaux du SIEG (rue Gourgouillon) au Cabinet Brun Estève
- Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité : actualisation du coefficient au 01/01/2013
- Siège Social du GIE ACODE dans les locaux du SIEG : signature bail ACODE et avenant au bail SEMEL 15
- Demande de financement au FEDER dans le cadre des enfouissements de réseaux liés à l'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO de la Chaîne des Puys et de la Faille de Limagne
- Participation du SIEG au programme DIAG-EP de réalisation de diagnostics énergétiques de l'éclairage public porté par la FNCCR dans le cadre de l'appel à projet « programme » du dispositif des CEE
- Modalités d'appel à cotisation pour les collectivités ayant transféré la compétence EP en cours d'année
- Missions spéciales du Président et modalités de remboursement des frais de déplacement
- Convention SIEG/ERDF/THIERS pour projet fibre optique en appui commun : projet validé
- Autorisation du Président pour la signature des Marchés ER/EP 2013/2016

### *Présentation*

- Notification de la dotation du FACE 2012
- Mesure TRNEE 2012 : dossiers déposés à l'ADEME pour financement des chantiers de rénovation du parc d'éclairage public des communes de moins de 2000 habitants

## COMITE SYNDICAL DU 13 OCTOBRE 2012

### *Débat d'Orientation Budgétaire 2013*

### *Délibérations*

- Avis sur la création de la ZDE du Sud Forez sur les communes de ST-CLEMENT-DE-VALORGUE, EGLISOLLES et MEDEYROLLES : avis favorable
- Avis sur la création de la ZDE du Sud Livradois sur les communes de DORANGES, ST-ALYRE-D'ARLANC et LA CHAISE-DIEU : avis favorable

### *Présentation*

- Programme Eclairage Public 2012
- TRNEE 2012 : dossiers déposés à l'ADEME pour financement des chantiers de rénovation du parc EP des communes de moins de 2000 habitants.
- Programme de promotion et réalisation de diagnostics énergétiques de l'Eclairage Public
- Maintenance Illuminations Festives : bilan sur la décision des communes de réduire le nombre de motifs
- Renouvellement Convention Triennale SIEG/Conseil Général – Convention Particulière 2013
- Programme FACE 2012
- Rapport des représentants du SIEG au Conseil d'Administration de SEMELEC 63

# Actes Administratifs

## COMITE SYNDICAL DU 15 DECEMBRE 2012

***Délibérations***

- Décision Modificative au budget 2012 - DM 3
- Budget Primitif 2013
- Mise en place de 14 Autorisations de programme et crédits de paiement pour les travaux 2013 : ENVIRONNEMENT / FACE AB / FACE C / FACE S / CABINES HAUTES / DEPARTEMENTAL / PETITS TRAVAUX / TRAVAUX CONNEXES / ECLAIRAGE PUBLIC / HORS PROGRAMME / ENTRETIEN ECLAIRAGE PUBLIC / ECLAIRAGE PUBLIC TRAVAUX SOUS MANDAT / ECLAIRAGE PUBLIC SUITE A PETITS TRAVAUX / France TELECOM
- Avenant n° 1 à la Convention de Mandat SEMELEC 63 2012
- Convention de Mandat S.I.E.G. / SEMELEC 63 - Année 2013
- Renouvellement de la Convention de Partenariat et de la Convention Triennale SIEG/Conseil Général - années 2013 - 2014 - 2015

***Présentation***

- Projet d'avenant de régularisation au Cahier des Charges de Concession avec ERDF
- Conférence Départementale Loi NOME
- Convention ADEME
- Bilan Illuminations Festives au 30/11/2012
- Avancement du SIG (Système d'Information Géographique)
- Bilan sur l'entretien systématique à la fin du 3ème trimestre 2012
- Arrêté préfectoral pour l'adhésion de collectivités au S.I.E.G

# Agenda

## RÉUNIONS DES SECTEURS D'ÉNERGIE

| | | | |
|---|---|---|---|
| 08/03/12 | PIONSAT | 02/10/12 | VALLEE MOYENNE DE LA DORE |
| 12/03/12 | PICHERANDE<br>TAUVES-AVEZE | 16/10/12 | VALLEE DE L'ANCE |
| | | 22/10/12 | RIVE DROITE DE LA SIOULE |
| 20/03/12 | RIOM-NORD / MONS-RANDAN | 05/11/12 | FORET D'AUBUSSON |
| 30/03/12 | SAINT-BABEL | 07/11/12 | SAINT-GERMAIN-L'HERM |
| 13/04/12 | LE VERNET-STE-MARGUERITE | 09/11/12 | ARLANC |
| 03/04/12 | LE VERNET-LA-VARENNE | 15/11/12 | LARODDE |
| 19/04/12 | CHAMPAGNAT-LE-JEUNE /<br>ST-MARTIN-D'OLLIERES | 22/11/12 | SAINT-ELOY-LES-MINES |
| 10/09/12 | PERIGNAT-ES-ALLIER | 26/11/12 | RIOM-SUD |
| 04/10/12 | ESPINASSE | 29/11/12 | MOISSAT / NEUVILLE / REIGNAT |
| 20/09/12 | PONTAUMUR | 03/12/12 | HAUTE VALLEE DES COUZES |
| 09/10/12 | SAINT-DIER-D'AUVERGNE | 05/12/12 | ROCHEFORT-MONTAGNE |
| 19/10/12 | CHATELDON | 12/12/12 | ARDES-SUR-COUZE |
| 12/09/12 | PONTGIBAUD | 13/12/12 | LEZOUX |

## RÉUNIONS DU BUREAU

| | |
|---|---|
| 15/03/2012 | 26/09/2012 |
| 12/06/2012 | 28/11/2012 |

## ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

| | |
|---|---|
| ***31/03/2012*** | 13/10/2012 |
| 10/04/2012 | |
| ***30/06/2012*** | 15/12/2012 |
| 06/07/2012 | |

# *Visitez le site du S.I.E.G.*

## *www.sieg63.com*






**Syndicat Intercommunal d'Electricité et de Gaz**

36 rue de Sarlième
Centre d'Affaires du Zénith
CS 20004
63808 COURNON d'AUVERGNE Cedex
Tél. 04 73 34 24 10
Fax. 04 73 34 19 13
Email : sieg63@sieg63.com
site : www.sieg63.com